

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À :**

Attn : Jeffrey McAuley, DAT 8-2-3

Jeffrey.McAuley@forces.gc.ca

Tel : 343-572-8704

Proposal To: National Defence Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods and services listed herein on any attached sheets at the price(s) set out therefore.

Proposition à : Défense nationale Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens et services énumérés ici et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Solicitation Closes – L’invitation prend fin

At – à : 1400EST

On – le : 17 Mars 2022

Title/Titre: CHAMBRE POUR VICTIMES DE CONTAMINATION BIOLOGIQUE (CVCB)	Solicitation No. - N° de l’invitation W6399-20-LB1/001/A
Date of Solicitation - Date de l’invitation 04 Février 2022	
Address enquiries to: - Adresser toute demande de renseignements à : Défense nationale Canada Attention: Jeffrey McAuley	
Destination Voir ci-dessus	

Instructions:

Municipal taxes are not applicable. Unless otherwise specified herein all prices quoted must include all applicable Canadian customs duties, GST/HST, excise taxes and are to be delivered Delivery Duty Paid including all delivery charges to destination(s) as indicated. The amount of the Goods and Services Tax/Harmonized Sales Tax is to be shown as a separate item.

Instructions: Les taxes municipals ne s’appliquent pas. Sauf indication contraire, les prix indiqués doivent comprendre les droits de douane canadiens, la TPS/TVH et la taxe d’accise. Les biens doivent être livrés « rendu droits acquittés », tous frais de livraison compris, à la ou aux destinations indiquées. Le montant de la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée doit être indiqué séparément.

Delivery required – Livraison exigée	Delivery offered – Livraison propose
Vendor Name and Address – Raison sociale et adresse de fournisseur	
Name and title of person authorised to sign on behalf of vendor (type or print) – Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur (caractère d’imprimerie)	
Name/Nom _____	Title/Titre _____
Signature _____	Date _____

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	4
1.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	4
1.2 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	4
1.3 DÉBRIEFINGS.....	4
1.4 ACCORDS COMMERCIAUX	4
1.5 EXIGENCE DE VACCINATION CONTRE LA COVID-19	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	5
2.2 PRÉSENTATION DE SOUMISSIONS PAR VOIE ÉLECTRONIQUE.....	5
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION	6
2.4 LOIS APPLICABLES	6
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	7
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	7
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	9
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	9
4.1.1 PROCESSUS DE CONFORMITÉ DES OFFRES PAR ÉTAPES	9
4.1.1.1 (2018-07-19) GÉNÉRAL	9
4.1.1.2 (2018-03-13) PHASE I : SOUMISSION FINANCIÈRE.....	10
4.1.1.3 (2018-03-13) PHASE II : SOUMISSION TECHNIQUE	11
4.1.1.4 (2018-03-13) PHASE III : ÉVALUATION FINALE DE L'OFFRE.....	12
4.1.2 ÉVALUATION TECHNIQUE.....	13
4.1.2.1 CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES	13
4.2 BASE DE SÉLECTION.....	13
4.2.1 BASE DE SÉLECTION – ÉVALUATION COMBINÉE LA PLUS ÉLEVÉE DU MÉRITE TECHNIQUE ET DU PRIX	13
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	15
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION.....	15
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	15
5.3 CERTIFICATION DES EXIGENCES DE VACCINATION CONTRE LA COVID-19	16
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	17
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	17
6.2 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	17
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	17
6.4 DURÉE DU CONTRAT	18
6.5 AUTORISATION DE TÂCHE	18
6.6 INSTRUCTIONS D'EXPÉDITION.....	20
6.7 RESPONSABLES	21
6.8 PAIEMENT.....	22
6.9 PAIEMENT ÉLECTRONIQUE DE FACTURES – CONTRAT	23
6.10 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	23
6.11 CERTIFICATIONS.....	23
6.12 LOIS APPLICABLES.....	24
6.13 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS.....	24
6.14 CONTRAT DE DÉFENSE	24
6.15 RESSORTISSANTS ÉTRANGERS (ENTREPRENEUR CANADIEN OU ENTREPRENEUR ÉTRANGER).....	24
6.16 EMBALLAGE	24
6.17 ASSURANCE DE QUALITÉ	25

ANNEXE A LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES DE SÉCURITÉ.....	1
ANNEXE B ÉNONCÉ DES TRAVAUX	1
APPENDICE 1 À L'ANNEXE B MARCHÉS FACULTATIFS.....	1
ANNEXE C SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES ET SPÉCIFICATIONS DE RENDEMENT.....	1
ANNEXE D - BARÈME DE PRIX	1
ANNEXE E FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHE DND 626	1
APPENDICE 1 À LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSION INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	1
APPENDICE 1 À LA PARTIE 4 EXIGENCES RELATIVES À LA PROPOSITION ET PLAN D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS	1
APPENDICE 1 À LA PARTIE 5 - PROGRAMME D'ENTREPRENEURS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI - ATTESTATION	1
APPENDICE 2 À LA PARTIE 5 - ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	1
APPENDICE 3 À LA PARTIE 5 CERTIFICATION DES EXIGENCES EN MATIÈRE DE VACCINATION CONTRE LA COVID-19.....	1

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Exigences relatives à la sécurité

1.1.1 Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :

- a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 6 – Clauses du contrat subséquent;
- b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 6 – Clauses du contrat subséquent;
- c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;

1.1.2 On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement l'attestation de sécurité requise. Tout retard dans l'attribution d'un contrat pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir l'autorisation requise sera à l'entière discrétion de l'autorité contractante.

1.1.3 Pour de plus amples renseignements sur les exigences en matière de sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le Programme de sécurité des contrats de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>) site Internet

1.2 Énoncé des travaux

Le besoin est précisé à l'annexe B, Énoncé des travaux.

1.3 Débriefings

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le débriefing peut se faire par écrit, par téléphone ou en personne

1.4 Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

1.5 Exigence de vaccination contre la COVID-19

Cette exigence est assujéti à la Politique sur la vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs. Le fait de négliger de compléter et de fournir l'attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19 dans le cadre de la soumission rendra la soumission non recevable.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#), (2020-05-28) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est incorporé par référence dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante, sous réserve des modifications ci-dessous :

- a) La section 02, Numéro d'entreprise – approvisionnement, est supprimée en entier.
- b) La section 20 (2), Autres renseignements, est supprimée en entier.
- c) L'alinéa 2.d de la section 05, Présentation des soumissions, est supprimé en entier et remplacé par ce qui suit :

de faire parvenir sa soumission uniquement à l'adresse précisée dans la demande de soumissions.
- d) La section 06, Soumissions déposées en retard, est supprimée en entier.
- e) Le texte de la section 07, Soumissions retardées, est supprimé en entier et remplacé par ce qui suit :

Il incombe au soumissionnaire de vérifier que l'autorité contractante a bien reçu l'intégralité de la soumission. Les erreurs d'acheminement ou autres problèmes liés à la messagerie électronique ayant entraîné un retard dans la soumission ne seront pas acceptées.
- f) Le paragraphe 1 de la section 08, Transmission par télécopieur, est supprimé en entier.

Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 120 jours

2.2 Présentation de soumissions par voie électronique

- a) Les soumissions doivent être présentées au ministère de la Défense nationale (MDN) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions. Les soumissions doivent être reçues par voie électronique, conformément à ce qui est indiqué au paragraphe b).
- b) **Soumissions transmises par voie électronique : Le système de messagerie électronique ou les pare-feu du MDN peuvent refuser les courriels individuels excédant cinq (5) mégaoctets ou comprenant des éléments comme des macros ou des hyperliens intégrés, et ce, sans qu'un avis soit envoyé au soumissionnaire ou à l'autorité contractante.** Les

soumissions plus volumineuses peuvent être envoyées en plusieurs courriels. L'autorité contractante accusera réception des documents. Il incombe au soumissionnaire de vérifier que l'autorité contractante a bien reçu l'intégralité de la soumission. Le soumissionnaire ne doit pas supposer que tous ses documents ont été reçus, sauf si l'autorité contractante accuse réception de chaque document. Afin de réduire au minimum les risques de problèmes techniques, le soumissionnaire doit prévoir suffisamment de temps avant la date et l'heure de clôture pour l'accusé de réception de ses documents. Les documents techniques et financiers reçus après la date et l'heure de clôture seront rejetés.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 5 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur **Ontario**, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (1 copie électronique)

Section II : Soumission financière (1 copie électronique)

Section III : Attestations (1 copie électronique)

Section IV : Renseignements supplémentaires (1 copie électronique)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Les soumissionnaires peuvent utiliser l'annexe D pour indiquer leurs prix. Si les soumissionnaires choisissent d'utiliser l'annexe D pour indiquer leurs prix, les soumissionnaires doivent inclure l'annexe D dans leur offre financière

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière conformément à ce qui suit :

Les soumissionnaires doivent proposer des prix fermes, rendu droits acquittés (DDP) à **Petawawa, ON** Incoterms 2010, tel qu'indiqué à l'Annexe « D » Barème de prix, taxes applicables exclues. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément, et,

Les soumissionnaires doivent proposer des prix fermes, franco transporteur au (**point d'expédition de l'entrepreneur**) Incoterms 2010, tel qu'indiqué à l'Annexe « D » Barème de prix, taxes applicables exclues. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

À moins que la demande de soumissions n'exige expressément que les soumissions soient présentées en monnaie canadienne, les soumissions présentées en monnaie étrangère seront converties en monnaie canadienne aux fins d'évaluation. Le taux donné par la Banque du Canada en vigueur à la date de clôture de la demande de soumissions, ou à une autre date précisée dans la demande de soumissions, sera appliqué comme facteur de conversion aux soumissions soumises en devises étrangères.

3.1.1 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter Annexe 1 à la partie 3 Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si Annexe 1 à la partie 3 Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06) Fluctuation du taux de change

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.
- c) Le Canada utilisera le processus de conformité des soumissions par étapes décrit ci-dessous.

4.1.1 Processus de conformité des offres par étapes

4.1.1.1 (2018-07-19) Général

- (a) Le Canada réalise le PBCP décrit ci-dessous pour ce besoin.
- (b) Nonobstant tout examen par le Canada à la phase I ou II du PBCP, les soumissionnaires sont et demeureront seuls responsables de l'exactitude, de la cohérence et de l'exhaustivité de leurs soumissions et le Canada n'assume, en raison de cet examen, aucune obligation ou responsabilité pour identifier une ou toutes les erreurs ou omissions dans les soumissions ou dans les réponses d'un soumissionnaire à toute communication du Canada.

LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT QUE LES EXAMENS EN PHASE I ET II DE CE PBCP SONT PRÉLIMINAIRES ET N'EXCLUENT PAS UNE CONSTATATION EN PHASE III QUE L'OFFRE EST NON RÉPONDANTE, MÊME POUR OBLIGATOIRE

EXIGENCES QUI ONT ÉTÉ SOUMISES À UNE RÉVISION AU COURS DE LA PHASE I OU II ET NONOBTANT QUE L'OFFRE A ÉTÉ TROUVÉE RÉPONDANTE AU COURS DE CETTE PHASE ANTÉRIEURE. LE CANADA PEUT CONSIDÉRER QU'UNE SOUMISSION N'EST PAS RÉPONDANTE À UNE EXIGENCE OBLIGATOIRE À N'IMPORTE QUELLE PHASE.

LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT ÉGALEMENT QUE SA RÉPONSE À UN AVIS OU À UN RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ (CAR) (chacun DÉFINI CI-DESSOUS) EN PHASE I OU II POURRAIT NE PAS RÉUSSIR À RENDRE SON OFFRE RÉPONDANT AUX EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI FONT L'OBJET DE L'AVIS OU DU VOITURE , ET PEUT RENDRE SON SOUMISSION NON RÉPONDANTE À D'AUTRES EXIGENCES OBLIGATOIRES.

- (c) Le Canada peut, à sa discrétion, demander et accepter à tout moment d'un soumissionnaire et considérer comme faisant partie de la soumission, toute information pour corriger des erreurs ou des lacunes dans la soumission qui sont d'ordre clérical ou administratif, comme, sans s'y limiter, l'échec signer l'Offre ou toute partie ou cocher une case dans un formulaire, ou tout autre défaut de format ou de forme ou défaut de reconnaissance ; omission de fournir un numéro d'entreprise d'approvisionnement ou des informations de contact telles que les noms, adresses et numéros de téléphone ; erreurs accidentelles dans les nombres ou les calculs qui ne modifient pas le montant que le soumissionnaire a spécifié comme prix ou de tout élément de celui-ci qui est soumis à l'évaluation. Cela ne limitera pas le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information après la clôture de la demande de soumissions dans des circonstances où la demande de soumissions prévoit expressément ce droit. Le soumissionnaire disposera du délai spécifié par écrit par le Canada pour fournir la documentation nécessaire. En cas de non-respect de ce délai, la soumission sera déclarée non recevable

- (d) Le PBCP ne limite pas les droits du Canada en vertu des Clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2003 (2020-05-28) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels ni le droit du Canada de demander ou d'accepter des renseignements pendant la période de sollicitation ou après la clôture de la demande de soumissions dans les circonstances où la demande de soumissions prévoit expressément ce droit, ou dans les circonstances décrites au paragraphe (c).
- (e) Le Canada enverra tout avis ou DAC par la méthode choisie par le Canada, à son entière discrétion. Le Soumissionnaire doit soumettre sa réponse par la méthode stipulée dans l'Avis ou la DAC. Les réponses sont réputées avoir été reçues par le Canada à la date et à l'heure auxquelles elles sont livrées au Canada par la méthode et à l'adresse spécifiées dans l'Avis ou la DAC. Une réponse par courriel autorisée par l'Avis ou la DAC est réputée reçue par le Canada à la date et à l'heure de sa réception dans la boîte de réception du Canada à l'adresse électronique du Canada indiquée dans l'Avis ou la DAC. Un avis ou un DAC envoyé par le Canada au soumissionnaire à toute adresse fournie par le soumissionnaire dans ou conformément à la soumission est réputé reçu par le soumissionnaire à la date à laquelle il est envoyé par le Canada. Le Canada n'est pas responsable de la réception tardive par le Canada d'une réponse, quelle qu'en soit la cause.

4.1.1.2 (2018-03-13) Phase I : Soumission financière

- (a) Après la date et l'heure de clôture de la présente demande de soumissions, le Canada examinera la soumission pour déterminer si elle comprend une soumission financière et si une soumission financière comprend tous les renseignements requis par la sollicitation. L'examen du Canada au cours de la phase I se limitera à déterminer si des informations requises dans le cadre de la demande de soumissions à inclure dans la soumission financière sont manquantes dans la soumission financière. Cet examen n'évaluera pas si la soumission financière respecte une norme ou répond à toutes les exigences de la demande de soumissions.
- (b) L'examen du Canada au cours de la phase I sera effectué par des représentants du ministère de la Défense nationale.
- (c) Si le Canada détermine, à son entière discrétion, qu'il n'y a pas de soumission financière ou qu'il manque à la soumission financière tous les renseignements requis par la demande de soumissions à inclure dans la soumission financière, alors la soumission sera considérée comme non recevable. et ne sera plus pris en considération.
- (d) Pour les soumissions autres que celles décrites en c), le Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire (« Avis ») indiquant où la soumission financière manque de renseignements. Un soumissionnaire dont la soumission financière a été jugée conforme aux exigences examinées à la phase I, ne recevra pas d'avis. Ces soumissionnaires n'auront pas le droit de soumettre des informations supplémentaires concernant leur offre financière.
- (e) Les soumissionnaires qui ont reçu un avis auront le délai spécifié dans l'avis (le « délai de recours ») pour remédier aux problèmes identifiés dans l'avis en fournissant au Canada, par écrit, des renseignements supplémentaires ou des éclaircissements en réponse à la notice. Les réponses reçues après la fin de la période de recours ne seront pas prises en compte par le Canada, sauf dans les circonstances et selon les modalités expressément prévues dans l'avis.
- (f) Dans sa réponse à l'Avis, le Soumissionnaire aura le droit de remédier uniquement à la partie de sa soumission financière qui est identifiée dans l'Avis. Par exemple, lorsque l'avis indique qu'un élément de ligne requis a été laissé en blanc, seules les informations manquantes peuvent être ajoutées à la soumission financière, sauf que, dans les cas où l'ajout de ces informations entraînera nécessairement une modification des autres calculs préalablement soumis dans sa soumission financière (par exemple, le calcul pour déterminer un prix total), ces ajustements

nécessaires seront identifiés par le soumissionnaire et seuls ces ajustements seront effectués. Toutes les informations soumises doivent être conformes aux exigences de cette sollicitation.

- (g) Toute autre modification apportée à la soumission financière soumise par le soumissionnaire sera considérée comme une nouvelle information et sera ignorée. Aucun changement ne sera autorisé dans toute autre section de l'offre du soumissionnaire. L'information soumise conformément aux exigences de la présente demande de soumissions en réponse à l'avis remplacera, dans son intégralité, uniquement la partie de la soumission financière originale comme cela est permis ci-dessus, et sera utilisée pour le reste du processus d'évaluation des soumissions.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission financière est conforme aux exigences examinées à la phase I, en tenant compte des renseignements supplémentaires ou des éclaircissements qui peuvent avoir été fournis par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission financière n'est pas jugée conforme aux exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada, la soumission sera alors considérée comme non conforme et ne sera pas prise en considération.
- (i) Seules les soumissions jugées conformes aux exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada recevront un examen de la phase II.

4.1.1.3 (2018-03-13) Phase II : Soumission technique

- (a) L'examen du Canada à la phase II se limitera à un examen de la soumission technique afin d'identifier les cas où le soumissionnaire n'a pas satisfait à un critère obligatoire d'admissibilité. Cet examen n'évaluera pas si la soumission technique respecte une norme ou répond à toutes les exigences de la demande de soumissions. Les critères obligatoires admissibles sont tous les critères techniques obligatoires identifiés dans cette demande de soumissions comme étant assujettis au PBCP. Les critères techniques obligatoires qui ne sont pas identifiés dans la demande de soumissions comme étant assujettis au PBCP ne seront pas évalués avant la phase III.
- (b) Le Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire (rapport d'évaluation de la conformité ou « RAC ») identifiant tout critère obligatoire admissible auquel la soumission n'a pas répondu. Un soumissionnaire dont la soumission a été jugée conforme aux exigences examinées à la phase II recevra une DAC indiquant que sa soumission a été jugée conforme aux exigences examinées à la phase II. Ce soumissionnaire n'aura pas le droit de soumettre une réponse au RAC.
- (c) Un soumissionnaire doit disposer de la période précisée dans la DAC (la « période de recours ») pour remédier au non-respect de tout critère obligatoire admissible identifié dans la DAC en fournissant au Canada par écrit des renseignements ou des éclaircissements supplémentaires ou différents en réponse à la VOITURE. Les réponses reçues après la fin de la période de recours ne seront pas prises en compte par le Canada, sauf dans les circonstances et selon les modalités expressément prévues dans le RAC.
- (d) La réponse du soumissionnaire doit porter uniquement sur les critères obligatoires admissibles énumérés dans le RAC comme n'ayant pas été atteints, et doit inclure uniquement les renseignements nécessaires pour atteindre une telle conformité. Tout renseignement supplémentaire fourni par le soumissionnaire qui n'est pas nécessaire pour atteindre une telle conformité ne sera pas pris en considération par le Canada, sauf que, dans les cas où une telle réponse aux critères obligatoires d'admissibilité précisés dans le RAC entraînera nécessairement un changement corrélatif à d'autres parties de l'offre, le soumissionnaire doit identifier ces changements supplémentaires, à condition que sa réponse ne doit inclure aucun changement à l'offre financière.

- (e) La réponse du soumissionnaire à la DAC doit identifier dans chaque cas le critère obligatoire d'admissibilité dans la DAC auquel il répond, y compris l'identification dans la section correspondante de la soumission originale, le libellé de la modification proposée à cette section, et la formulation et l'emplacement dans l'Offre de tout autre changement consécutif qui résulte nécessairement d'un tel changement. En ce qui concerne un tel changement corrélatif, le soumissionnaire doit inclure une justification expliquant pourquoi un tel changement corrélatif est un résultat nécessaire du changement proposé pour répondre au critère obligatoire d'admissibilité. Il n'appartient pas au Canada de réviser la soumission du soumissionnaire, et le défaut du soumissionnaire de le faire conformément au présent sous-paragraphe est à ses propres risques. Toutes les informations soumises doivent être conformes aux exigences de cette sollicitation.
- (f) Toute modification apportée à l'offre soumise par le soumissionnaire autre que celle autorisée dans la présente demande de soumissions sera considérée comme une nouvelle information et sera ignorée. Les informations soumises conformément aux exigences de la présente demande de soumissions en réponse à la DAC remplaceront, en totalité, **uniquement** la partie de la soumission originale, comme le permet la présente section.
- (g) Les informations supplémentaires ou différentes soumises au cours de la phase II autorisées par la présente section seront considérées comme incluses dans la soumission, mais seront considérées par le Canada dans l'évaluation de la soumission à la phase II uniquement dans le but de déterminer si la soumission satisfait aux Critères obligatoires éligibles. Il ne sera utilisé à aucune Phase de l'évaluation pour augmenter la note que l'Offre originale obtiendrait sans le bénéfice de ces informations supplémentaires ou différentes. Par exemple, un critère obligatoire admissible qui exige un nombre minimum obligatoire de points pour atteindre la conformité sera évalué à la phase II afin de déterminer si une telle note minimale obligatoire serait atteinte avec ces informations supplémentaires ou différentes soumises par le soumissionnaire en réponse à la DAC. Si tel est le cas, l'offre sera considérée comme conforme à ce critère obligatoire d'éligibilité, et les informations supplémentaires ou différentes soumises par le soumissionnaire lieront le soumissionnaire dans le cadre de son offre, mais la note initiale du soumissionnaire, qui était inférieure au minimum obligatoire pour ce critère obligatoire éligible, ne changera pas, et ce sera ce score original qui sera utilisé pour calculer tout score pour l'offre.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission est conforme aux exigences examinées à la phase II, en tenant compte des renseignements ou des éclaircissements supplémentaires ou différents qui peuvent avoir été fournis par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission n'est pas jugée conforme aux exigences examinées à la phase II à la satisfaction du Canada, la soumission sera alors considérée comme non conforme et ne sera pas prise en considération.
- (i) Seules les soumissions jugées conformes aux exigences examinées à la phase II à la satisfaction du Canada recevront une évaluation de la phase III.

4.1.1.4 (2018-03-13) Phase III : Évaluation finale de l'offre

- (a) À la phase III, le Canada terminera l'évaluation de toutes les soumissions jugées conformes aux exigences examinées à la phase II. Les soumissions seront évaluées conformément à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les critères d'évaluation techniques et financiers.
- (b) Une soumission est non recevable et ne sera pas prise en considération si elle ne répond pas à tous les critères d'évaluation obligatoires de la demande de soumissions.

4.1.2 Évaluation technique

L'évaluation technique sera effectuée conformément à Appendice 1 à la partie 4 Plan d'évaluation technique.

4.1.2.1 Critères techniques obligatoires

Les soumissionnaires doivent satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires détaillés à Appendice 1 à la partie 4. Le processus de conformité des soumissions par étapes s'appliquera à tous les critères techniques obligatoires.

4.1.2.2 Évaluation financière

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, rendu droits acquittés (DDP) à **Petawawa, ON** Incoterms 2010, droits de douane et taxes d'accise canadiens inclus, taxes applicables exclues.

Le Canada se réserve le droit d'attribuer le contrat soit FCA (**point d'expédition de l'entrepreneur**) ou DDP **Petawawa, ON**).

4.2 Base de sélection

4.2.1 Base de sélection – Évaluation combinée la plus élevée du mérite technique et du prix

1. Pour être déclarée recevable, une offre doit :

- a. se conformer à toutes les exigences de la demande de soumissions; et
- b. répondre à tous les critères obligatoires ; et
- c. obtenir le minimum requis de 50 points dans l'ensemble pour les critères d'évaluation technique qui sont assujettis à une cotation numérique.
- d. La notation est effectuée sur une échelle de 100 points.

2. Les offres ne respectant pas les points (a) ou (b) ou (c) seront déclarées non recevables.

3. La sélection sera basée sur la note combinée la plus élevée du mérite technique et du prix. Le ratio sera de 50 % pour le mérite technique et de 50 % pour le prix.

4. Pour établir la note pour le mérite technique, la note technique globale pour chaque soumission recevable sera déterminée comme suit : nombre total de points obtenus / nombre maximal de points disponibles multiplié par le ratio de 50 %.

5. Pour établir la cote de prix, chaque soumission recevable sera calculée au prorata par rapport au prix évalué le plus bas et au ratio de 50 %.

6. Pour chaque soumission recevable, la note de mérite technique et la note de prix seront ajoutées pour déterminer sa note combinée.

7. Ni la soumission recevable obtenant la note technique la plus élevée ni celle ayant le prix évalué le plus bas ne seront nécessairement acceptées. La soumission recevable avec la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution d'un contrat.

Le tableau ci-dessous illustre un exemple où les trois offres sont recevables et la sélection de l'entrepreneur est déterminée par un ratio 50/50 de mérite technique et de prix, respectivement. Le total des points disponibles est de 100 et le prix évalué le plus bas est de 45 000 \$.

Base de sélection – Évaluation combinée la plus élevée du mérite technique (50%) et du prix (50%)				
		Soumissionnaires 1	Soumissionnaires 2	Soumissionnaires 3
Note technique globale		80/100	75/100	92/100
Prix évalué de l'offre		\$55,000.00	\$50,000.00	\$45,000.00
Calculs	Note de mérite technique	$87/100 \times 50 = 43.5$	$75/100 \times 50 = 37.5$	$92/100 \times 50 = 46$
	Note de prix	$45/55 \times 50 = 40.91$	$45/50 \times 50 = 45.00$	$45/45 \times 50 = 50.00$
Note combinée		84.41	82.50	96.00
Note globale		2nd	3rd	1st

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fautive, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF](http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848) » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848) (http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe [Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation](#) remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.3 Certification des exigences de vaccination contre la COVID-19

Conformément à la politique de vaccination contre la COVID-19 pour le personnel du fournisseur, tous les soumissionnaires doivent fournir avec leur offre, l'attestation des exigences de vaccination contre la COVID-19 jointe à la présente demande de soumissions, pour qu'elle soit prise en considération plus avant dans ce processus d'approvisionnement. Cette attestation incorporée à la demande de soumissions à sa date de clôture est incorporée et fait partie intégrante de tout contrat subséquent.

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

6.1.1 Les exigences de sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes fournies par le Programme de sécurité du contrat) s'appliquent et font partie du contrat.

6.1.2 La seule exigence de sécurité pour ce contrat est que le personnel travaillant sur cet achat nécessite, au minimum, un **STATUT DE FIABILITÉ** avant que l'accès à un site sécurisé ne soit accordé. Le personnel de l'entrepreneur travaillant sur les sites du MDN doit se conformer aux ordonnances et aux directives sur la sécurité de la Défense nationale ainsi qu'à toutes les publications sur les technologies de l'information qui peuvent s'appliquer. Les superviseurs de la sécurité des unités du MDN sont tenus d'informer les employés de l'entrepreneur de ces politiques et de toute autre instruction/politique de sécurité, au besoin. Les entrepreneurs étrangers respecteront les règlements de sécurité nationale de leurs gouvernements et/ou les accords bilatéraux MOU.

6.1.3 Avant d'autoriser l'accès aux locaux sécurisés, la confirmation des autorisations de sécurité du personnel de l'entrepreneur doit être transmise sur une demande d'autorisation de visite par l'intermédiaire de la Division de la sécurité industrielle internationale (IID) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) pour approbation et porter le nom de ce numéro de contrat/projet/programme/contrat et le chargé de projet.

6.1.4 À aucun moment, le personnel de l'entrepreneur ne sera autorisé à avoir accès aux données/documents/systèmes et actifs CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS.

6.1.5 Les contrats de sous-traitance contenant des exigences de sécurité sont interdits sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC/TPSGC.

6.1.6 Personnel du MDN :

DDSO-Sécurité industrielle, est la personne de contact pour les informations relatives aux problèmes de sécurité identifiés dans cet approvisionnement.

6.1.7 Personnel industriel :

L'agent de sécurité de l'entreprise (ASC) ou son remplaçant peut communiquer avec la DSIC/TPSGC pour obtenir des renseignements concernant les problèmes de sécurité identifiés dans cet achat. Les fournisseurs étrangers doivent adresser les demandes de renseignements relatives à la sécurité à leur autorité nationale de sécurité/autorité de sécurité désignée (NSA/DSA) responsable et se conformer aux instructions émises par leur NSA/DSA responsable.

6.2 Énoncé des travaux

Le besoin est précisé à l'annexe B, Énoncé des travaux.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

2010A (2021-12-02), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'applique au marché et en fait partie intégrante, avec les modifications suivantes :

a. Modification de la définition de ministre :

« Canada », « Couronne », « État » « Sa Majesté » et « gouvernement » signifient Sa Majesté du chef du Canada représentée par le ministre de la Défense nationale et toute autre personne qui agit au nom du ministre ou, le cas échéant, un ministre compétent auquel le ministre de la Défense nationale a délégué ses pouvoirs ou ses fonctions, et toute autre personne dûment autorisée à agir au nom de ce ministre.

2010C (2021-12-02), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'applique au marché et en fait partie intégrante, avec les modifications suivantes :

a. Modification de la définition de ministre :

« Canada », « Couronne », « État » « Sa Majesté » et « gouvernement » signifient Sa Majesté du chef du Canada représentée par le ministre de la Défense nationale et toute autre personne qui agit au nom du ministre ou, le cas échéant, un ministre compétent auquel le ministre de la Défense nationale a délégué ses pouvoirs ou ses fonctions, et toute autre personne dûment autorisée à agir au nom de ce ministre.

6.3.2 Conditions générales supplémentaires

4013 (2021-11-15), Conformité aux mesures, ordres permanents, politiques et règles sur place

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

(a) La période du contrat est de la date d'attribution du contrat à 12 mois suivant l'attribution du contrat, inclusivement.

6.4.2 Date de livraison

Tous les biens livrables doivent être reçus dans les 10 semaines suivant la date d'attribution du contrat.

6.4.2.1 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, les services ou les deux décrits à Appendice 1 à l'annexe B du contrat aux mêmes conditions et aux prix et/ou taux indiqués dans le contrat. L'option ne peut être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, à des fins administratives seulement, par une modification au contrat.

L'autorité contractante peut exercer l'option dans les 12 à 60 mois suivant l'attribution du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur conformément à l'annexe « A ».

6.5 Autorisation de tâche

Les travaux ou une partie des travaux à exécuter dans le cadre du contrat seront effectués « au fur et à mesure des besoins » à l'aide d'une autorisation de tâches (AT). Les travaux décrits dans l'AT doivent être conformes à la portée du contrat.

6.5.1 Processus d'autorisation de tâches

1. L'autorité contractante fournira à l'entrepreneur une description de la tâche à l'aide du formulaire DND 626, Autorisation de tâches précisé à l'annexe « D ».
2. L'autorisation de tâches (AT) contiendra les détails des activités à exécuter, une description des produits livrables et un calendrier indiquant les dates d'achèvement des principales activités ou les dates de soumission des produits livrables. L'AT inclura également la (les) base(s) et les méthodes de paiement applicables, comme spécifié dans le contrat.
3. L'entrepreneur doit fournir à l'autorité contractante, dans les 5 jours civils suivant sa réception, le coût total estimatif proposé pour l'exécution de la tâche et une ventilation de ce coût, établie conformément à la base de paiement précisée dans le contrat.
4. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux tant que l'AT autorisée par l'autorité contractante n'a pas été reçue par l'entrepreneur. L'entrepreneur reconnaît que tout travail effectué avant la réception d'une AT le sera à ses propres risques.
5. Vérifiez que les articles reçus correspondent au bordereau d'expédition qui accompagne l'envoi. Les articles incorrectement reçus doivent être séparés en attendant la réception des instructions de disposition ;
6. Effectuer un contrôle physique pour s'assurer que l'article est complet et conforme aux documents de livraison qui l'accompagnent ;
7. Vérifier la réception à l'autorité contractante, y compris toute perte ou écart dans l'expédition et la réception d'articles incorrects ;
8. Ouvrez un bon de travail ;
9. Action de toute activité de garantie ;
10. Demandes d'articles d'action LPRR et LERR ; et
11. Renvoyez les composants du système CVCB au MDN.

6.5.2 Obligation du Canada - Partie des travaux - Autorisations de tâches

L'obligation du Canada à l'égard de la partie des travaux en vertu du contrat qui est exécutée au moyen d'autorisations de tâches est limitée au montant total des tâches réelles exécutées par l'entrepreneur.

6.5.3 Rapports d'utilisation périodiques - Contrats avec autorisations de tâches

L'entrepreneur doit compiler et conserver des dossiers sur sa prestation de services au gouvernement fédéral en vertu des autorisations de tâches autorisées émises en vertu du contrat.

L'entrepreneur doit fournir ces données conformément aux exigences en matière de rapport décrites ci-dessous. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée. Si les services ne sont pas fournis au cours d'une période donnée, l'entrepreneur doit tout de même fournir un rapport « néant ».

Les données doivent être soumises tous les trimestres à l'autorité contractante.

Les périodes trimestrielles sont définies comme suit :

- 1er trimestre : 1er avril au 30 juin ;
- 2e trimestre : 1er juillet au 30 septembre ;
- 3e trimestre : du 1er octobre au 31 décembre ; et
- 4e trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être soumises à l'autorité contractante au plus tard 5 jours civils après la fin de la période de référence.

Exigence de rapport – Détails

Un dossier détaillé et à jour de toutes les tâches autorisées doit être conservé pour chaque contrat comportant un processus d'autorisation de tâches. Ce dossier doit contenir :

Pour chaque tâche autorisée :

1. le numéro de tâche autorisé ou le(s) numéro(s) de révision de la tâche ;
2. un titre ou une brève description de chaque tâche autorisée ;
3. le coût total estimé spécifié dans l'autorisation de tâche (AT) autorisée de chaque tâche, à l'exclusion des taxes applicables;
4. le montant total, hors taxes applicables, dépensé à ce jour pour chaque tâche autorisée ;
5. la date de début et de fin de chaque tâche autorisée ; et
6. le statut actif de chaque tâche autorisée, le cas échéant.

Pour toutes les tâches autorisées :

7. le montant (excluant les taxes applicables) spécifié dans le contrat (tel que modifié en dernier lieu, le cas échéant) à titre de responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les AT autorisées; et
8. le montant total, hors taxes applicables, dépensé à ce jour pour toutes les AT autorisées.

6.5.4 Autorisation de tâches - ministère de la Défense nationale

L'administration du processus d'autorisation de tâches sera effectuée par le responsable technique. Ce processus comprend la surveillance, le contrôle et la production de rapports sur les dépenses du contrat avec des autorisations de tâches à l'autorité contractante.

6.6 Instructions d'expédition

6.6.1 Option FCA

La livraison doit s'effectuer FCA franco transporteur **l'Installation de l'Entrepreneur** selon les Incoterms 2000. L'entrepreneur doit charger les biens dans les véhicules de l'entreprise de transport désigné par le ministère de la Défense nationale (MDN). Le Canada est responsable par la suite du transport des biens, du point de livraison jusqu'au destinataire.

Avant l'expédition des biens, l'entrepreneur doit contacter le centre de coordination suivant de la logistique intégrée du MDN par télécopieur ou courriel afin d'arranger l'expédition et fournir l'information détaillée au paragraphe 3.

Centre de coordination de la logistique intégrée (CCLI)
Téléphone : 1-877-447-7701 (sans frais)

Télécopieur : 1-877-877-7409 (sans frais)

Courriel : ILHQottawa@forces.gc.ca

Remarque : Afin de vous assurer d'obtenir une réponse à vos demandes de renseignement concernant la passation de marchés comme les Incoterms, mettez toujours l'adresse ILHQcontract-ILHQcontrat@forces.gc.ca en copie conforme.

Lors de la préparation de l'expédition, l'entrepreneur doit fournir les renseignements suivants au centre de coordination de la logistique intégrée du MDN :

- a) le numéro du contrat;
- b) l'adresse du destinataire (pour les adresses multiples, les articles doivent être emballés et étiquetés séparément, et chaque article doit porter l'adresse du destinataire);

- c) la description de chaque article;
- d) le nombre de pièces et le type d'emballage (par ex. boîtes, caisses à claire-voie, fûts, palettes);
- e) le poids et les dimensions réels de chaque pièce, y compris le poids brut;
- f) les détails complets sur les marchandises dangereuses/produits dangereux selon les exigences du mode de transport applicable et les certificats nécessaires à l'expédition de marchandises dangereuses/produits dangereux dûment signés, en vertu des dispositions du Code maritime international des marchandises dangereuses, des règlements de l'Association du transport aérien international ou du Règlement sur le transport des marchandises dangereuses du Canada, ainsi qu'une copie de la fiche de données de sécurité.

Après avoir reçu cette information, le Canada fournira à l'entrepreneur des instructions pertinentes relatives à l'expédition, notamment l'obligation d'utiliser des étiquettes particulières portant l'adresse du destinataire et d'inscrire sur chaque pièce un numéro de contrôle pour le transport.

L'entrepreneur ne doit en aucun cas expédier des biens avant d'avoir reçu au préalable les instructions d'expédition du centre de coordination de la logistique intégrée du MDN.

Si l'entrepreneur livre les biens à un endroit et à une date non conformes aux instructions de livraison ou s'il ne respecte pas les instructions raisonnables de livraison fournies par le Canada, il devra alors rembourser à ce dernier tous les suppléments de frais et de coûts engagés.

Si la livraison des biens est reportée du fait des retards occasionnés par le Canada, la propriété sur les biens ainsi que les risques encourus doivent être transférés au Canada après un délai de 30 jours suivant la date à laquelle le Canada ou son transitaire désigné aura reçu une demande d'expédition en bonne et due forme ou 30 jours suivant la date de livraison spécifiée dans le contrat, le délai le plus long étant retenu.

6.6.2 Option DDP

Les marchandises doivent être expédiées et livrées à la destination spécifiée dans le contrat :

Incoterms 2000 "DDP rendu droits acquittés" **Petawawa, ON.**

6.7 Responsables

6.7.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Jeffrey McAuley
Titre : Agent d'Approvisionnement supérieur
Ministère de la Défense Nationale
Adresse : 101 Colonel By Drive
Ottawa, Ontario
K1A 0K2

Téléphone : 343-572-8704
Courriel : jeffrey.mcauley@forces.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.7.2 Autorité technique

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ ____ _____
Télécopieur : ____ ____ _____
Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

6.7.3 Représentant de l'entrepreneur

Le Représentant de l'entrepreneur pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ ____ _____
Télécopieur : ____ ____ _____
Courriel : _____

6.8 Paiement

6.8.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, à l'exception du support produit, l'entrepreneur sera payé des prix fermes et/ou des prix unités fermes conformément au barème de tarification à l'annexe « D », franco transporteur (FCA) à **l'Installation de l'Entrepreneur**, Incoterms 2010 Les droits de douane canadiens et les taxes applicables sont en sus du prix contractuel et payables par le Canada. **OU DDP Petawawa Ontario** Incoterms 2010, droits de douane inclus et taxes applicables en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour les changements, modifications ou interprétations des travaux, sauf si ces changements, modifications ou interprétations ont été au préalable approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'avoir été intégrés aux travaux.

6.8.2 Base de paiement pour le support produit à l'aide d'autorisations de tâches

À condition que l'entrepreneur remplisse de manière satisfaisante toutes ses obligations en matière de soutien du produit, comme décrit dans l'autorisation de tâche (AT) autorisée, l'entrepreneur sera payé le prix ferme tel que spécifié dans l'autorisation de tâche, franco transporteur (FCA) à **l'Installation de l'Entrepreneur**, Incoterms 2010. Droits de douane et taxes d'accise canadiens inclus et taxes applicables en sus, **OU DDP Petawawa Ontario** Incoterms 2010, droits de douane inclus et taxes applicables en

sus. Le prix ferme sera basé sur les taux horaires fermes et les prix unités fermes indiqués dans le Barème de tarification – l'annexe D.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour les changements de conception, les modifications ou les interprétations des travaux, à moins qu'ils n'aient été autorisés, par écrit, par l'autorité contractante avant leur intégration aux travaux.

6.8.3 Méthode de Paiement

Clause du guide des CCUA [H1001C](#) (2008-05-12) Paiements multiples

6.8.4 Clauses du Guide des CCUA

[B7500C](#) (2006-06-16) Marchandises excédentaires

[C2000C](#) (2007-11-30) Taxes - entrepreneur établi à l'étranger

[C0711C](#) (2008-05-12) Contrôle du temps

[C2608C](#) (2020-07-01) Documentation des douanes canadiennes

[C2610C](#) (2007-11-30) Droits de douane - Ministère de la Défense nationale est l'importateur

6.9 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

6.10 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre des factures conformément à la section intitulée « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne peuvent être soumises tant que tous les travaux identifiés sur la facture ne sont pas terminés.
2. Les factures doivent être réparties comme suit :

L'original et une (1) copie doivent être envoyés à l'adresse indiquée à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

6.11 Certifications

6.11.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.11.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF. L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

6.12 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur **Ontario**, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.13 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les Conditions générales supplémentaires 4013 (2021-11-15), Conformité aux mesures, ordres permanents, politiques et règles sur place;
- b) les conditions générales 2010A (2020-05-28) et conditions générales 2010C (2020-05-28);
- c) Annexe B, Énoncé des travaux, y compris ses annexes
- d) Annexe D, Barème des prix
- e) Annexe E, Formulaire d'autorisation de tâches DND 626 ; et
- f) la soumission de l'entrepreneur en date du _____

6.14 Contrat de défense

Clause du *Guide des CCUA* A9006C (2012-07-16) Contrat de défense

6.15 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien OU entrepreneur étranger)

Clauses du *Guide des CCUA* A2000C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

Clauses du *Guide des CCUA* A2001C (2006-06-16) *Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)*

6.16 Emballage

L'entrepreneur doit préparer les articles pour la livraison conformément à la dernière version de la spécification relative à l'emballage des Forces canadiennes *D-LM-008-036/SF-000*, Exigences du MDN en matière d'emballage commercial du fabricant.

L'entrepreneur doit emballer numéro (s) d'article 1 en quantités de 1 par paquet.

Clauses du *Guide des CCUA* D3015C (2014-09-25), Marchandises dangereuses / Produits dangereux

Clauses du *Guide des CCUA* D2000C (2007-11-30), Marquages

Clauses du *Guide des CCUA* D2001C (2007-11-30), Étiquetage

Clauses du *Guide des CCUA* D2025C (2017-08-17), Matériaux d'emballage en bois

Clauses du *Guide des CCUA* D2015C (2010-01-11), Date d'expiration de la durée de conservation

6.17 Assurance de qualité

Clause du Guide des CCUA [D5545C](#) (2019-05-30), ISO 9001:2008 – Systèmes de Management qualité-exigences (CAQ)

ANNEXE A LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES DE SÉCURITÉ

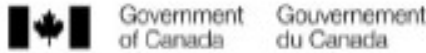


Government of Canada / Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat W6399-20-LB81
Security Classification / Classification de la sécurité Unclassified

**SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)**

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine Department of National Defence		2. Branch or Directorate / Direction ou DCSEM 10 / PMO CANSOFCOM
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse de
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Procurement the Casualty Biological Chamber, providing on-site training.		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? / Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? / Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		
5. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
5. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? / Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) / (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		
5. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. / Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		
5. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? / S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur de		
Canada	NATO / OTAN	Foreign / Étranger
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion	All NATO countries / Tous les pays de l'OTAN	No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion
Not releasable / À ne pas diffuser		
Restricted to: / Limité à : Specify country(ies): / Préciser le(s) pays :	Restricted to: / Limité à : Specify country(ies): / Préciser le(s) pays :	Restricted to: / Limité à : Specify country(ies): / Préciser le(s) pays :
7. c) Level of Information / Niveau d'information		
PROTECTED A / PROTÉGÉ A	NATO UNCLASSIFIED / NATO NON CLASSIFIÉ	PROTECTED A / PROTÉGÉ A
PROTECTED B / PROTÉGÉ B	NATO RESTRICTED / NATO DIFFUSION RESTREINTE	PROTECTED B / PROTÉGÉ B
PROTECTED C / PROTÉGÉ C	NATO CONFIDENTIAL / NATO CONFIDENTIEL	PROTECTED C / PROTÉGÉ C
CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL	NATO SECRET / NATO SECRET	CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL
SECRET	COSMIC TOP SECRET / COSMIC TRÈS SECRET	SECRET



Contract Number / Numéro du n° W6399-20-LB81
Security Classification / Classification Unclassified

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

If Yes, indicate the level of sensitivity:
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :
Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- | | | | |
|---|---|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> SECRET
SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET
TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET-SIGINT
TRÈS SECRET-SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET
NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC
COSMIC |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS | | | |

Special comments: **RS required to access the compound**
Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.
REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?

If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat W6399-20-LB81
Security Classification / Classification de sécurité Unclassified

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required for the site(s) or premises.
Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque site(s) ou locaux, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions. In the case of users who fill out the form online (via the Internet), the responses to the previous questions are automatically populated in the summary chart.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions. In the case of users who fill out the form online (via the Internet), the responses to the previous questions are automatically populated in the summary chart.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉE			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COM			
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉE			CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL
											A	B	C	
Information / Assets Renseignements / Biens														
Production														
IT Media / Support TI														
IT Link / Lien électronique														

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

ANNEXE B ÉNONCÉ DES TRAVAUX POUR LA CHAMBRE POUR VICTIMES DE CONTAMINATION BIOLOGIQUE (CVCB)

1. PORTÉE

1.1 Objet

Le présent énoncé des travaux (EDT) vise à définir les exigences pour la fourniture de chambres pour victimes de contamination biologique (CVCB) au ministère de la Défense nationale (MDN).

1.2 Contexte

Les membres du personnel du MDN peuvent être appelés à mener des activités dans des zones qui présentent des risques de contamination biologique. Ainsi, ils peuvent être contaminés et, le cas échéant, ils devront recevoir des soins médicaux en dehors de la zone d'opérations. Pour transporter en toute sécurité une victime de contamination biologique, des systèmes de confinement spéciaux sont requis pour empêcher de contaminer également le reste du personnel et le matériel. La CVCB permettra de transporter le patient, d'administrer les soins médicaux continus pendant l'encapsulation, de gérer l'approvisionnement en air de la victime par pression négative et de confiner les déchets liquides de la victime.

1.3 Documents applicables

Les documents qui suivent font partie du présent EDT dans la mesure précisée qui y est précisée, et ils se rapportent au présent EDT lorsqu'ils sont mentionnés; tout autre document doit être considéré comme étant de l'information supplémentaire seulement. En cas de divergence entre le contenu de ces documents et celui du présent EDT, ce dernier doit avoir préséance.

- MIL-HDBK-61B, Configuration Management Guidance (disponible en ligne)
- D-01-100-214/SF-000, Spécification pour la rédaction des documents d'approvisionnement en matériel des Forces canadiennes (disponible sur demande)

1.4 Définitions

Bon état de fonctionnement	Le classement de l'état assigné à un article, utilisable sans restrictions aux fins prévues.
Délai d'exécution	Intervalle de temps entre la réception d'un article inutilisable dans les installations de réparation de l'entrepreneur et le moment où l'article réparé quitte ces installations.
Entretien	Toutes les mesures prises pour maintenir le matériel en bon état ou pour le ramener à l'état prescrit. L'entretien comprend la restauration, l'inspection, la mise à l'essai, la mise en service, en ce qui concerne l'état de fonctionnement, la réparation, la modification, le réassemblage et le réemploi.
Réparation par le FEO	Toute tâche nécessaire pour rétablir le bon fonctionnement d'un article que seul le FEO peut réaliser. La réparation par le FEO comprend généralement le remplacement ou la réparation des composants internes.
Révision	La restauration d'un article à son état d'origine ou près de sa durée utile prévue. Il comprend le remplacement des pièces usées, endommagées ou dont la durée de vie a expiré, l'incorporation des modifications approuvées et la remise en état des composants, au besoin. L'étendue du travail consistera normalement à refléter les normes du fabricant en remplaçant les pièces du fabricant de l'équipement d'origine ou ayant une qualité équivalente.
Réparation	Intervention d'entretien correctif qui consiste à rétablir un article à son état de

	bon fonctionnement en corrigeant ses défauts ou en remplaçant ses pièces inutilisables par des composants neufs, révisés, réassemblés ou remis en état.
Réparation et révision	Le fait de ramener un article à son état de bon fonctionnement par démontage, réparation ou remplacement des pièces endommagées ou détériorées, réassemblage, réglage, examen et essais selon les normes prescrites. Bien que la réparation ne vise habituellement qu'à corriger des défauts précises, la révision consiste à remplacer non seulement les pièces endommagées et usées, mais aussi celles dont la durée de vie utile a expiré ou est sur le point d'expirer, afin de rendre à l'article son utilité première et une durée de vie acceptable.
Soutien technique	Soutien assuré par téléphone, courriel ou clavardage, en direct, auprès d'utilisateurs qui éprouvent des problèmes techniques avec un produit donné, en particulier s'il s'agit d'électronique ou d'un logiciel. L'équipe de soutien technique est constituée de spécialistes familiers avec toutes les particularités du produit et capables de résoudre la plupart des problèmes éprouvés par un utilisateur.

1.5 Acronymes et sigles

CVCB	Chambre pour victimes de contamination biologique
DDT	Dossier de données techniques
DTS	Demande de travaux supplémentaires
EDT	Énoncé des travaux
FEO	Fabricant d'équipement d'origine
LMCRF	Liste du matériel connexe recommandé par le fabricant
LPI	Liste des pièces illustrées
LPRRF	Liste de pièces de rechange recommandées par le fabricant
MDN	Ministère de la Défense nationale
NCAGECode	OTAN d'organisme commercial ou gouvernemental
NNO	Numéro de nomenclature OTAN
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
RA	Responsable de l'approvisionnement
RT	Responsable technique

2.0 PRODUITS À LIVRER

L'entrepreneur doit livrer ce qui suit :

- quinze (15) ensembles opérationnels complets pour CVCB qui répondent aux exigences et à la configuration énumérées à l'annexe C;
- un dossier de données techniques (DDT) en conformité avec la section 2.2, dans les deux (2) mois suivant l'attribution du contrat ou avant la première livraison, selon la première éventualité **Error! Reference source not found.**;
- une série de formations en conformité avec la section 03;
- le soutien technique conformément à la section **Error! Reference source not found.**2;

Les approvisionnements facultatifs sont indiqués à l'appendice 1 à l'annexe B.

Tableau 1 : Sommaire des produits livrables

Article	Quantité	Renvoi	Date ou délai de
---------	----------	--------	------------------

			livraison
Ensembles opérationnels pour CVCB	15	Annexe C	À déterminer
Procès-verbal de la réunion de lancement du contrat	1	EDT – section 2.1	Dans les cinq jours suivant la réunion de lancement du contrat
Liste des mesures à prendre	1	EDT – section 2.1	Dans les cinq jours suivant la réunion de lancement du contrat
DDT	1	EDT – section 2.2	Dans les deux (2) mois suivant l'attribution du contrat ou avant la première livraison, selon la première éventualité
Plan du cours de formation	1	EDT – section 2.3	Dans les 30 jours suivant l'attribution du contrat
Formation	1	EDT – section 2.3	Après la livraison du matériel
Soutien technique		EDT – section 3.2	Selon les besoins

2.1 Réunion de lancement du contrat

Le fournisseur doit tenir une telle réunion à son installation de production ou par téléconférence, selon ce qui a été convenu avec le responsable technique (RT), dans les quatre (4) semaines suivant l'attribution du contrat. Cette réunion permettra de présenter l'équipe de projet du MDN et de discuter des échéanciers de livraison, des méthodes d'assurance de la qualité (AQ) et des produits ou services à livrer dans le cadre du contrat. Le MDN assumera tous les frais de déplacement ainsi que les coûts connexes pour le personnel du MDN qui assistera à la réunion. L'ordre du jour sera élaboré conjointement par le MDN et l'entrepreneur. L'entrepreneur produira un procès-verbal et une liste des mesures à prendre dans les cinq jours suivant la fin de la réunion.

2.2 Dossier de données techniques

L'entrepreneur doit fournir un DDT comme suit :

- a. Une copie papier et une copie électronique (format MS Word ou PDF) du manuel de l'utilisateur, en anglais et en français, qui comprend le schéma de montage et les instructions d'utilisation, d'entretien préventif, d'entretien par l'utilisateur, de dépannage et de sécurité;
- b. Une copie papier et une copie électronique (format MS Word ou PDF) du manuel d'entretien et réparation, qui comprend la liste des composants remplaçables (y compris les numéros de pièces, le cas échéant) ainsi que les procédures, les pièces et les outils spéciaux nécessaires pour effectuer les réparations;

Remarque : Les manuels d'utilisation et d'entretien peuvent former un seul manuel.

- c. une liste de vérification du matériel, en anglais et en français, conformément à ce qui suit :
- (1) Elle doit être un guide concis et résistant aux intempéries, comme une carte stratifiée simple ou une petite feuille pliée stratifiée;
 - (2) Quantité – Une liste doit être incluse dans chaque ensemble opérationnel, et une copie électronique doit également être fournie au RT;
 - (3) Elle doit utiliser des pictogrammes ou des dessins en couleur pour indiquer l'emplacement des articles dans l'ensemble opérationnel;
 - (4) Elle doit énumérer le contenu du système, cartographier la connectivité des composants du système lorsqu'il est retiré de son boîtier et montrer la disposition des composants du système lorsqu'ils sont replacés dans le boîtier pour transport;
 - (5) Les données à inclure sont les suivantes :
 - a) le numéro de l'article;
 - b) le nom de l'article;
 - c) le numéro de pièce;
 - d) la quantité.
- d. Une liste des pièces illustrées (LPI) en format descendant et comprenant les renseignements suivants, en anglais et en français, pour chaque article :
- (1) Dessins techniques de niveau II et/ou listes applicables, conformément à la norme D-01-100-214/SF-000;
 - (2) Nom et description de l'article;
 - (3) le code NCAGE;
 - (4) Le numéro de pièce du fabricant (NPF) et le numéro de pièce du distributeur correspondant (le cas échéant);
 - (5) le numéro de nomenclature OTAN (NNO), si disponible;
 - (6) la durée de vie (s'il y a lieu).
- e. Une copie électronique des rapports d'essai et/ou des certificats de conformité à l'appui, sur demande;
- f. Une liste des numéros de série (si disponibles) pour chacune des unités à livrer.

2.3 Formation

L'entrepreneur doit offrir une formation en anglais, comme suit :

- a. Un plan du cours de formation (en format MS Word, MS PowerPoint ou PDF) doit être soumis au RT pour approbation dans les 30 jours suivant l'attribution du contrat;
- b. Un cours de formation des formateurs en entretien et en exploitation d'une durée maximale de 16 heures réparties sur deux (2) jours, comme suit :
 - (1) La série de formations sera donnée aux installations du MDN à Trenton, en Ontario;
 - (2) Formation offerte à plus de 20 stagiaires du MDN par série de cours;
 - (3) Pour chaque cours, chaque candidat doit recevoir une copie du plan de cours et des manuels (au besoin) respectifs de formation sur le système sous la forme de copie papier et aussi en format électronique (MS Word, MS PowerPoint ou PDF).
 - (4) Le cours doit au moins porter sur les points suivants :
 - (a) une description complète du principe de fonctionnement et de la capacité du système;
 - (b) une formation pratique portant sur les éléments suivants :
 - i. assemblage et configuration du système;
 - ii. les procédures d'utilisation générale pour les soins aux patients et le transport des patients;
 - iii. les exigences relatives aux batteries et à l'alimentation;
 - iv. les boutons de fonction;
 - v. les modes de fonctionnement;
 - vi. le dépannage par l'utilisateur;
 - vii. l'entretien quotidien et systématique à effectuer par l'utilisateur;
 - viii. les techniques de réparation et d'essai du système;
 - ix. les méthodes d'étalonnage du système;
 - x. la durée de vie estimée des articles consommables et la procédure de remplacement;
 - (c) les exigences d'entretien et de nettoyage du système avec les produits et les méthodes de nettoyage approuvés;
 - (d) le diagnostic technique du système doit inclure des procédures de dépannage ou un arbre décisionnel.

3.0 EXIGENCES

3.1 Gestion de la configuration (GC)

L'entrepreneur doit avoir mis en place un programme de GC établi que le MDN peut vérifier et qui est conforme au document MIL-HDBK-61A ou permet d'en atteindre les objectifs. L'entrepreneur doit également assurer la détermination, le contrôle et les rapports sur l'état de la configuration de tout matériel, micrologiciel, logiciel et document nouveau ou modifié. Tous les ensembles pour la CVCB livrés

doivent présenter la même référence de production et permettre la permutabilité ou l'interopérabilité des pièces qui les composent. La référence de production établie doit être maintenue pendant les réparations, et tout écart par rapport à celle-ci doit être approuvé à l'avance par l'AT avant que la réparation ne soit commencée.

3.2 Soutien technique

L'entrepreneur doit assurer le soutien technique des ensembles opérationnels pour CVCB pendant toute la durée du contrat, comme suit :

- a. Demande de travaux supplémentaires conformément à la section **Error! Reference source not found.2.2**, comprenant :
 - (1) les réparations non couvertes par la garantie;
 - (2) l'entretien planifié du FEO;
 - (3) les mises à niveau du matériel;
 - (4) la fourniture d'un représentant détaché (RD) pour assurer le soutien technique ou le soutien à l'entretien sur place à une installation ou à un emplacement du MDN.
- b. Soutien technique, conformément à la section 3.2.4.

3.2.1 Délai d'exécution

Pour toutes les réparations, le délai d'exécution cible est de 30 jours civils après la réception d'une demande du MDN, y compris la réparation au titre de la garantie et de toute DTS. Si ce délai ne peut pas être respecté, l'entrepreneur doit immédiatement aviser l'AT du retard et de toutes circonstances atténuantes qui nuiraient considérablement à l'exécution de la réparation en temps opportun.

3.2.2 Demande de travaux supplémentaires

L'entrepreneur doit fournir des services de demande de travail supplémentaire (AWR) hors garantie au fur et à mesure des besoins. Toutes les réparations AWR sur les unités CBC doivent être autorisées à l'avance par l'AC (par écrit) conformément à la procédure de réparation détaillée à la section 6.5.1 Processus d'autorisation des tâches.

3.2.2.1 Réparation conforme à la référence de production

Après toute réparation, l'entrepreneur doit s'assurer que les composants de la CVCB sont conformes aux références de production respectives approuvées, avant qu'ils ne soient retournés au MDN. Après toute intervention de réparation ou d'entretien, l'entrepreneur doit effectuer un essai de rendement pour s'assurer du bon fonctionnement des composants de la CVCB, puis expédier le système au lieu indiqué sur le bon d'expédition, sauf indication contraire du RA.

3.2.3 Pièces fournies par l'entrepreneur

Il incombe à l'entrepreneur de fournir les pièces nécessaires aux fins des réparations au titre de la garantie et dans le cadre de DTS, et notamment de trouver des fournisseurs pour les pièces en question. L'entrepreneur n'est pas tenu de maintenir un stock de pièces de rechange expressément à l'intention du MDN; cependant, il doit disposer d'une chaîne d'approvisionnement de pièces de rechange suffisante pour répondre aux exigences du MDN et assurer le fonctionnement continu de la CVCB. Si une pièce d'origine n'est plus disponible et que l'entrepreneur est d'avis qu'une pièce de rechange peut être employée du fait qu'elle est compatible, qu'elle est de même forme, qu'elle sert à la même fonction, qu'elle a la même interface et que son prix est raisonnable, l'usage de cette pièce doit être approuvé par

le RT avant son utilisation pour les réparations. Au minimum, lorsque la référence de production et/ou la configuration sont différentes, l'entrepreneur doit fournir au MDN les renseignements suivants concernant les pièces de rechange dont l'utilisation a été approuvée par le RT :

- a. aviser le MDN que l'ancienne pièce et la nouvelle pièce sont interchangeables;
- b. attribuer le nouveau NPF unique et le nouveau code de fournisseur;
- c. mettre à jour toute la documentation technique requise sur la CVCB et fournir les données à jour au MDN.

3.2.4 Soutien technique

L'entrepreneur doit assurer le soutien technique, à ses installations, pendant les heures de travail normales, c'est-à-dire de 8 h à 17 h. Le soutien technique peut être fourni par téléphone, par site Web ou sur application Internet. Lorsque le MDN avise l'entrepreneur de l'existence d'un problème technique, ce dernier doit accuser réception de cet avis et soumettre dans les 24 heures qui suivent un énoncé des prochaines étapes à suivre.

APPENDICE 1 À L'ANNEXE B MARCHÉS FACULTATIFS CHAMBRE POUR VICTIMES DE CONTAMINATION BIOLOGIQUE

Le MDN n'a aucune obligation d'acheter des trousse, des consommables, des pièces ou des services CBC supplémentaires. Si le MDN décide d'exercer des options, l'entrepreneur doit fournir ce qui suit :

1. Kits opérationnels CBC supplémentaires

Période d'option 1 - à exercer dans les 12 mois suivant l'attribution du contrat	Jusqu'à 8 kits opérationnels CBC, comme décrit à l'annexe 1, section 2.3 a.
Période d'option 2 - à exercer dans les 24 mois suivant l'attribution du contrat	Jusqu'à 8 kits opérationnels CBC, comme décrit à l'annexe 1, section 2.3 a.
Période d'option 3 - à exercer dans les 36 mois suivant l'attribution du contrat	Jusqu'à 8 kits opérationnels CBC, comme décrit à l'annexe 1, section 2.3 a.
Période d'option 4 - à exercer dans les 48 mois suivant l'attribution du contrat	Jusqu'à 8 kits opérationnels CBC, comme décrit à l'annexe 1, section 2.3 a.
Période d'option 5 - à exercer dans les 60 mois suivant l'attribution du contrat	Jusqu'à 8 kits opérationnels CBC, comme décrit à l'annexe 1, section 2.3 a.

2. Training serials and other kits

Période d'option 1 - à exercer dans les 12 mois suivant l'attribution du contrat	<p>Jusqu'à une série de formation conformément à l'annexe B, section 2.3.</p> <p>Jusqu'à 6 ensembles de chambres de confinement supplémentaires, comme décrit à l'annexe 1, section 2.3 b.</p> <p>Jusqu'à 3 kits de système de ventilation supplémentaires comme décrit dans l'annexe 1 section 2.3 c.</p> <p>Jusqu'à 12 trousse de filtration des menaces biologiques supplémentaires, comme décrit à l'annexe 1, section 2.3 d.</p> <p>Jusqu'à 12 kits de batteries rechargeables supplémentaires comme décrit dans l'annexe 1 section 2.3 e.</p>
Période d'option 2 - à exercer dans les 24 mois suivant l'attribution du contrat	<p>Jusqu'à une série de formation conformément à l'annexe B, section 2.3.</p> <p>Jusqu'à 6 ensembles de chambres de confinement supplémentaires, comme décrit à l'annexe 1, section 2.3 b.</p> <p>Jusqu'à 3 kits de système de ventilation supplémentaires comme décrit dans l'annexe 1 section 2.3 c.</p> <p>Jusqu'à 12 trousse de filtration des menaces biologiques supplémentaires, comme décrit à l'annexe 1, section 2.3 d.</p>

	Jusqu'à 12 kits de batteries rechargeables supplémentaires comme décrit dans l'annexe 1 section 2.3 e.
Période d'option 3 - à exercer dans les 36 mois suivant l'attribution du contrat	<p>Jusqu'à une série de formation conformément à l'annexe B, section 2.3.</p> <p>Jusqu'à 6 ensembles de chambres de confinement supplémentaires, comme décrit à l'annexe 1, section 2.3 b.</p> <p>Jusqu'à 3 kits de système de ventilation supplémentaires comme décrit dans l'annexe 1 section 2.3 c.</p> <p>Jusqu'à 12 trousse de filtration des menaces biologiques supplémentaires, comme décrit à l'annexe 1, section 2.3 d.</p> <p>Jusqu'à 12 kits de batteries rechargeables supplémentaires comme décrit dans l'annexe 1 section 2.3 e.</p>
Période d'option 4 - à exercer dans les 48 mois suivant l'attribution du contrat	<p>Jusqu'à une série de formation conformément à l'annexe B, section 2.3.</p> <p>Jusqu'à 6 ensembles de chambres de confinement supplémentaires, comme décrit à l'annexe 1, section 2.3 b.</p> <p>Jusqu'à 3 kits de système de ventilation supplémentaires comme décrit dans l'annexe 1 section 2.3 c.</p> <p>Jusqu'à 12 trousse de filtration des menaces biologiques supplémentaires, comme décrit à l'annexe 1, section 2.3 d.</p> <p>Jusqu'à 12 kits de batteries rechargeables supplémentaires comme décrit dans l'annexe 1 section 2.3 e.</p>
Période d'option 5 - à exercer dans les 60 mois suivant l'attribution du contrat	<p>Jusqu'à une série de formation conformément à l'annexe B, section 2.3.</p> <p>Jusqu'à 6 ensembles de chambres de confinement supplémentaires, comme décrit à l'annexe 1, section 2.3 b.</p> <p>Jusqu'à 3 kits de système de ventilation supplémentaires comme décrit dans l'annexe 1 section 2.3 c.</p> <p>Jusqu'à 12 trousse de filtration des menaces biologiques supplémentaires, comme décrit à l'annexe 1, section 2.3 d.</p> <p>Jusqu'à 12 kits de batteries rechargeables supplémentaires comme décrit dans l'annexe 1 section 2.3 e.</p>

3. Extended Warranty

Période d'option 1 - à exercer dans les 12 mois suivant l'attribution du contrat	Une extension de garantie d'un an pour jusqu'à 55 kits opérationnels CBC.
Période d'option 2 - à exercer dans les 24 mois suivant l'attribution du contrat	Une extension de garantie d'un an pour jusqu'à 55 kits opérationnels CBC.
Période d'option 3 - à exercer dans les 36 mois suivant l'attribution du	Une extension de garantie d'un an pour jusqu'à 55 kits opérationnels CBC.

contrat	
Période d'option 4 - à exercer dans les 48 mois suivant l'attribution du contrat	Une extension de garantie d'un an pour jusqu'à 55 kits opérationnels CBC.
Période d'option 5 - à exercer dans les 60 mois suivant l'attribution du contrat	Une extension de garantie d'un an pour jusqu'à 55 kits opérationnels CBC.

ANNEXE C SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES ET SPÉCIFICATIONS DE RENDEMENT POUR LA CHAMBRE POUR VICTIMES DE CONTAMINATION BIOLOGIQUE (CVCB)

1.0 PORTÉE

1.1 Généralités

Les présentes spécifications décrivent les exigences relatives au rendement opérationnel et les exigences techniques de la chambre pour victimes de contamination biologique (CVCB).

1.2 Définitions

Configuration opérationnelle	Configuration dans laquelle la CVCB est prête à transporter un patient. Elle comprend tous les composants nécessaires pour isoler le patient et le transporter.
------------------------------	---

1.3 Acronymes

CVCB	Chambre pour victimes de contamination biologique
FAC	Forces armées canadiennes
RT	Responsable technique
Vca	Volts en courant alternatif
Vcc	Volts en courant continu

1.4 Documents pertinents

Les documents suivants font partie intégrante des présentes spécifications dans la mesure qui y est indiquée et viennent les compléter lorsqu'ils sont cités à titre de références. En cas de divergence entre ces documents et le contenu des présentes spécifications, ces dernières ont préséance.

- American Society of Mechanical Engineers, ASME AG-1a-2004, « Addenda to ASME AG-1-2003 Code on Nuclear Air and Gas Treatment », 2004.

2.0 EXIGENCES

2.1 Exigences opérationnelles

- a. La CVCB, en configuration opérationnelle, doit avoir une masse de 35 kg ou moins.
- b. La CVCB, en configuration opérationnelle, devrait avoir une masse de 15 kg ou moins.
- c. La CVCB doit respecter les contraintes suivantes liées aux dimensions :
 - (1) Elle doit pouvoir, en configuration opérationnelle, contenir un patient allongé sur le dos d'une longueur de 1 947 mm (correspondant à la stature d'un homme faisant partie du 95^e percentile des Forces armées canadiennes [FAC]).
 - (2) La longueur hors-tout extérieure maximale de la chambre, en configuration opérationnelle, ne doit pas dépasser 2 300 mm.

- (3) Elle doit pouvoir, en configuration opérationnelle, contenir un patient allongé sur le dos d'une largeur de 576 mm (correspondant à la largeur biacromiale d'un homme faisant partie du 95^e percentile des Forces armées canadiennes [FAC]).
 - (4) La largeur hors-tout extérieure maximale de la chambre ne doit pas dépasser 750 mm ;
 - (5) Lorsque la CVCB est complètement réduite pour le transport, sans système de filtration, ses dimensions ne devraient pas excéder 650 mm sur 550 mm sur 600 mm (longueur sur largeur sur hauteur).
- d. La CVCB doit permettre de voir la totalité du corps de la victime (c.-à-d. visibilité de la tête au pied, et visibilité complète sur 180°, perpendiculaire à l'axe long du corps).
 - e. La CVCB doit être dotée d'un système de harnais interne destiné à maintenir la victime en place dans la chambre et à éviter les blessures pendant le transport.
 - f. La CVCB doit pouvoir être fixée à la civière Talon II de North American Rescue sans nécessiter de quincaillerie supplémentaire.
 - g. La CVCB doit pouvoir être fixée au chariot-brancard Performance Pro XT de Stryker sans nécessiter de quincaillerie supplémentaire.
 - h. La CVCB doit demeurer fonctionnelle sans ventilation active.
 - i. Elle doit comporter une section supérieure s'ouvrant complètement par laquelle le patient peut être abaissé facilement.
 - j. La base de la CVCB doit permettre le confinement de 10 litres de déchets liquides sans fuir, pendant que le patient est complètement allongé sur le dos et que la CVCB est complètement ouverte;
 - k. La CVCB devrait permettre de maintenir le patient surélevé ou autrement séparé de la base contenant les 20 litres de déchets liquides, pendant que le patient est complètement allongé sur le dos.
 - l. La base de la CVCB devrait permettre le confinement de 20 litres de déchets liquides sans fuir, pendant que le patient est complètement allongé sur le dos et que la chambre est complètement ouverte;
 - m. La CVCB doit être faite de matériaux durables de manière à résister à une manutention robuste dans des conditions rudimentaires sans compromettre sa protection;
 - n. Le rendement de la CVCB ne devrait pas diminuer (à l'exception des batteries rechargeables) lorsqu'elle est entreposée dans son conditionnement d'origine dans un environnement dont les conditions ambiantes sont contrôlées pendant une période allant jusqu'à cinq (5) ans.

2.2 Exigences techniques

- a. Filtration :
 - (1) La CVCB doit utiliser un système électrique de ventilation à pression négative (c.-à-d. que le renouvellement d'air ne doit pas être assuré par la respiration d'un humain ou de la victime).

- (2) La CVCB doit effectuer au moins 12 renouvellements d'air par heure.
- (3) La CVCB devrait effectuer jusqu'à 50 renouvellements d'air par heure.
- (4) Le système de ventilation à pression négative doit être séparé physiquement de la chambre de confinement.
- (5) Le système de filtration des menaces biologiques de la CVCB doit filtrer l'air évacué de cette dernière au moyen de filtres qui, sans réduire le débit du système, répondent à la norme HEPA conformément à la norme ASME AG-1a-2004, « Addenda to ASME AG-1-2003 Code on Nuclear Air and Gas Treatment », 2004, de la American Society of Mechanical Engineers, ou à une norme équivalente ou plus stricte proposée par le soumissionnaire et acceptée par le RT.
- (6) La durée de vie utile des filtres des menaces biologiques de la CVCB devrait être d'au moins huit (8) heures à 20 °C sans qu'il soit nécessaire de remplacer les éléments filtrants.

b. Intervention médicale :

- (1) La CVCB doit compter au moins quatre (4) ronds de gant ambidextres sur chaque côté, soit deux (2) permettant d'accéder à la poitrine et deux (2) permettant d'accéder aux extrémités inférieures.
- (2) La CVCB devrait compter, à l'extrémité où se trouve la tête, au moins deux (2) ronds de gant ambidextres.
- (3) Chacun des ronds de gant de la CVCB devrait pouvoir demeurer scellé lorsque le gant n'est pas utilisé.
- (4) Les gants, s'ils ne sont pas installés de manière permanente dans la CVCB, devraient être fixés sur le côté de cette dernière jusqu'à ce qu'ils soient utilisés.
- (5) La CVCB doit comporter au moins une (1) ouverture utilitaire séparée (des ronds de gant) pour échanger les fournitures médicales ou les conduites;
- (6) La CVCB devrait compter trois (3) ouvertures utilitaires séparées (des ronds de gant), soit une au niveau de la tête, une au niveau du milieu du torse et une au niveau des pieds de la victime;
- (7) Les ouvertures utilitaires doivent permettre de passer des fournitures dans la CVCB sans briser l'isolation;
- (8) La CVCB devrait être dotée de compartiments de rangement sur le long à l'intérieur, accessibles par l'entremise des ronds de gant, pour permettre de positionner à l'avance les fournitures de traitement.

2.2.1 Alimentation

La CVCB :

- a. Doit fonctionner sur une alimentation nord-américaine standard de 120 Vca à 60 Hz ;
- b. Devrait fonctionner sur une alimentation entre 100 et 240 Vca à 50/60 Hz ;

- c. Devrait fonctionner sur une alimentation d'entrée standard pour voitures de 12 Vcc ;
- d. Doit fonctionner sur une ou des batteries rechargeables internes;
- e. Devrait être alimentée pendant au moins huit (8) heures, à 20 °C, par la ou les batteries rechargeables internes, sur une seule charge (c.-à-d. sans qu'il soit nécessaire de recharger ou de changer les batteries);
- f. Devrait être alimentée pendant au moins huit (8) heures, à 20 °C, par la ou les batteries rechargeables internes, sur une seule charge (c.-à-d. sans qu'il soit nécessaire de recharger ou de changer les batteries).

2.2.2 Transport

La CVCB :

- a. Doit comprendre un coffre de transport souple dont l'espace intérieur est suffisant pour ranger la totalité de l'ensemble opérationnel pour CVCB (point 2.3 a. [y compris tous les sous-paragraphe] ci-dessous);
- b. Ne doit comporter aucun matériau isolant en PVC (polychlorure de vinyle) sur les fils et les composants électriques;
- c. Doit être accompagnée d'un certificat de navigabilité valide, ou d'une exemption, délivré pas Transport Canada ou un organisme similaire, pour utilisation à bord d'un aéronef commercial ou militaire lorsqu'elle fonctionne sur une alimentation de 120 VCa à 60 Hz ou des batteries internes.

2.3 Configurations des ensembles

Les configurations des ensembles pour CVCB pour les produits livrables doivent être comme suit :

- a. Ensemble opérationnel pour CVCB :
 - (1) Un (1) ensemble pour la chambre de confinement qui répond aux exigences mentionnées au point b. de la présente section (y compris tous les sous-paragraphe] ci-dessous);
 - (2) Un (1) ensemble pour le système de ventilation qui répond aux exigences mentionnées au point c. de la présente section (y compris tous les sous-paragraphe] ci-dessous);
 - (3) Un (1) ensemble pour la ventilation des menaces biologiques qui répond aux exigences mentionnées au point d. de la présente section (y compris tous les sous-paragraphe] ci-dessous);
 - (4) Un (1) ensemble pour les batteries rechargeables qui répond aux exigences mentionnées au point e. de la présente section (y compris tous les sous-paragraphe] ci-dessous).
- b. Ensemble pour la chambre de confinement :
 - (1) Une (1) chambre de confinement de la victime, y compris les gants pour chaque rond de gant, les joints d'étanchéité, les ouvertures ou autres accessoires amovibles, qui répond aux exigences mentionnées en 2.1 et en 2.2 b;

- (2) Un (1) coffre de transport conforme aux exigences mentionnées en 2.2.2;
 - (3) Un (1) manuel d'utilisation et d'entretien, exemplaire papier seulement, qui répond aux exigences liées à la documentation mentionnées dans l'annexe B;
 - (4) Tout autre matériel nécessaire au fonctionnement de la CVCB ou requis pour respecter les exigences mentionnées en 2.1 et 2.2, et qui n'est pas décrit dans les sections c, d, ou e ci-dessous.
- c. Ensemble pour le système de ventilation :
- (1) Un (1) système de ventilation complet, ce qui comprend l'ensemble des tuyaux, des conduites, des événements, des connecteurs et des accessoires applicables qui doivent être fixés à la chambre de confinement, qui répond aux exigences mentionnées en 2.2 a. (1), (2), (3) et (4), et 2.2.1.
- d. Ensemble de filtration des menaces biologiques :
- (1) Un (1) ensemble complet de filtres des menaces biologiques, avec les filtres et tout autre article consommable connexe pour assurer un fonctionnement continu pendant huit (8) heures de la CVCB à 20 °C, qui répond aux exigences mentionnées en 2.2 a. (5) et (6).
- e. Ensemble de batteries rechargeables :
- (1) Un (1) ensemble de batteries rechargeables pour assurer un fonctionnement continu pendant huit (8) heures de la CVCB à 20 °C, qui répond aux exigences mentionnées en 2.2.1 d., e. et f.;
 - (2) Un (1) ensemble d'appareils suffisant pour recharger toutes les batteries de la trousse en même temps.

ANNEXE D - BARÈME DE PRIX

Les soumissionnaires sont tenus de fournir un prix pour chaque article indiqué. Si un prix est laissé vide, il sera interprété comme un prix offert de 0,00 \$. Si le prix d'un article est inclus dans un autre article, cela doit être indiqué en notant « Le prix de cet article est inclus dans l'article xx. (Insérer le numéro de l'article) ». S'il n'y a pas de prix applicable pour un article, cela doit être indiqué par « N/A ». Les prix doivent être indiqués conformément à la base de paiement aux paragraphes 6.8.1 et 6.8.2.

À l'exception des quantités pour l'approvisionnement initial, les estimations des niveaux d'effort et des quantités pour les approvisionnements optionnels ne sont que des estimations faites de bonne foi et ne doivent en aucun cas être considérées comme un engagement du Canada.

Prix - Rendu Droits Acquittés - DDP**Tableau 1 : Besoin initial**

Tableau 1:					
Besoin initial					
Article	Qty / Unit	Coût unitaire estimé	Coût étendu	Taxes applicables	Le total
Chambre pour victimes de contamination biologique - Kits opérationnels	15	\$	\$	\$	\$
Réunion de lancement	1 Meeting	\$	\$	\$	\$
Séance de formation	1 Serial	\$	\$	\$	\$
Plan du cours de formation	1 EA	\$	\$	\$	\$
Liste des éléments d'action	1 EA	\$	\$	\$	\$
Copie électronique des manuels d'utilisation	15 EA	\$	\$	\$	\$
Copie papier des manuels d'utilisation	15 EA	\$	\$	\$	\$
Copie électronique des manuels de maintenance/réparation	15 EA	\$	\$	\$	\$
Copie papier des manuels de maintenance/réparation	15 EA	\$	\$	\$	\$
Liste de contrôle de l'équipement	15 EA				
Liste de pièces illustrée	1 EA				
Tableau 1 Sous-total:			\$		
Taxes applicables au				\$	
Tableau 1 Total:					\$

Tableau 2: Soutien aux produits

Tableau 2:					
Activités de soutien en service	Obligatoire – 0-12 MAAC	Optionnel - 12-24 MAAC	Optionnel - 24-36 MAAC	Optionnel - 36-48 MAAC	Optionnel - 48-60 MAAC
les réparations non couvertes par la garantie Travail (par heure)	\$	\$	\$	\$	\$
l'entretien planifié du FEO;	\$	\$	\$	\$	\$
les mises à niveau du matériel (par unité)	\$	\$	\$	\$	\$
représentant détaché (RD) (per hour)	\$	\$	\$	\$	\$
Support produit	\$	\$	\$	\$	\$
Sous-totaux des colonnes :	\$	\$	\$	\$	\$
Tableau combiné 2 Sous-total (0-60 MACA):					\$
Taxes applicables :	\$	\$	\$	\$	\$
Tableau combiné 2 Totaux Sous-total (0-60 MACA) :					\$

**Tableau 3 : Exigence
facultative**

Table 3:							
Achats facultatifs	0-12 MAAC	12-24 MAAC	24-36 MAAC	36-48 MAAC	48-60 MAAC	Taxes applicables	Total
Chambre pour victimes de contamination biologique - Kits opérationnels (jusqu'à 8 kits opérationnels CVCB par an)	\$	\$	\$	\$		\$	\$
Kits de chambre de confinement (jusqu'à 6 kits de chambre par an)							
Kits de système de ventilation (jusqu'à 3 kits de ventilation par an)							
Kit de filtration des menaces biologiques (jusqu'à 12 kits de filtration par an)							
Kits de batteries rechargeables (jusqu'à 12 kits de batteries par an)							
Formation en série (jusqu'à 1 par an)	\$	\$	\$	\$		\$	\$
Extension de garantie (jusqu'à 55 garanties de kit opérationnel CVCB par an)	\$	\$	\$	\$		\$	\$
Tableau 3 Sous-total:	\$	\$	\$	\$			
Taxes applicables						\$	
Tableau 3 Total:							\$

Prix - Installation de l'entrepreneur- FCA

Tableau 1 : Besoin initial

Tableau 1:					
Besoin initial					
Article	Qty / Unit	Coût unitaire estimé	Coût étendu	Taxes applicables	Le total
Chambre pour victimes de contamination biologique - Kits opérationnels	15	\$	\$	\$	\$
Réunion de lancement	1 Meeting	\$	\$	\$	\$
Séance de formation	1 Serial	\$	\$	\$	\$
Plan du cours de formation	1 EA	\$	\$	\$	\$
Liste des éléments d'action	1 EA	\$	\$	\$	\$
Copie électronique des manuels d'utilisation	15 EA	\$	\$	\$	\$
Copie papier des manuels d'utilisation	15 EA	\$	\$	\$	\$
Copie électronique des manuels de maintenance/réparation	15 EA	\$	\$	\$	\$
Copie papier des manuels de maintenance/réparation	15 EA	\$	\$	\$	\$
Liste de contrôle de l'équipement	15 EA				
Liste de pièces illustrée	1 EA				
Tableau 1 Sous-total:			\$		
Taxes applicables au				\$	
Tableau 1 Total:					\$

Tableau 2: Soutien aux produits

Tableau 2:					
	Obligatoire –	Optionnel -	Optionnel -	Optionnel -	Optionnel -
	0-12 MAAC	12-24 MAAC	24-36 MAAC	36-48 MAAC	48-60 MAAC
Activités de soutien en service					
les réparations non couvertes par la garantie Travail (par heure)	\$	\$	\$	\$	\$
l'entretien planifié du FEO;	\$	\$	\$	\$	\$

les mises à niveau du matériel (par unité)	\$	\$	\$	\$	\$
représentant détaché (RD) (per hour)	\$	\$	\$	\$	\$
Support produit	\$	\$	\$	\$	\$
Sous-totaux des colonnes :	\$	\$	\$	\$	\$
Tableau combiné 2 Sous-total (0-60 MACA):					\$
Taxes applicables :	\$	\$	\$	\$	\$
Tableau combiné 2 Totaux Sous-total (0-60 MACA) :					\$

Tableau 3 : Exigence facultative

Table 3:							
Achats facultatifs	0-12 MAAC	12-24 MAAC	24-36 MAAC	36-48 MAAC	48-60 MAAC	Taxes applicables	Total
Chambre pour victimes de contamination biologique - Kits opérationnels (jusqu'à 8 kits opérationnels CVCB par an)	\$	\$	\$	\$		\$	\$
Kits de chambre de confinement (jusqu'à 6 kits de chambre par an)							
Kits de système de ventilation (jusqu'à 3 kits de ventilation par an)							
Kit de filtration des menaces biologiques (jusqu'à 12 kits de filtration par an)							
Kits de batteries rechargeables (jusqu'à 12 kits de batteries par an)							
Formation en série (jusqu'à 1 par an)	\$	\$	\$	\$		\$	\$
Extension de garantie (jusqu'à 55 garanties de kit opérationnel CVCB par an)	\$	\$	\$	\$		\$	\$
Tableau 3 Sous-total:	\$	\$	\$	\$			
Taxes applicables						\$	
Tableau 3 Total:							\$

ANNEXE E FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHE DND 626



TASK AUTHORIZATION AUTORISATION DES TÂCHES

All invoices/progress claims must show the reference Contract and Task numbers. Toutes les factures doivent indiquer les numéros du contrat et de la tâche.		Contract no. - N° du contrat Task no. - N° de la tâche
Amendment no. - N° de la modification	Increase/Decrease - Augmentation/Réduction	Previous value - Valeur précédente
To - À	TO THE CONTRACTOR You are requested to supply the following services in accordance with the terms of the above reference contract. Only services included in the contract shall be supplied against this task. Please advise the undersigned if the completion date cannot be met. Invoices/progress claims shall be prepared in accordance with the instructions set out in the contract.	
Delivery location - Expédiez à	À L'ENTREPRENEUR Vous êtes prié de fournir les services suivants en conformité des termes du contrat mentionné ci-dessus. Seuls les services mentionnés dans le contrat doivent être fournis à l'appui de cette demande. Prière d'aviser le signataire si la livraison ne peut se faire dans les délais prescrits. Les factures doivent être établies selon les instructions énoncées dans le contrat.	
Delivery/Completion date - Date de livraison/d'achèvement	_____ Date for the Department of National Defence pour le ministère de la Défense nationale	
Contract item no. N° d'article du contrat	Services	Cost Prix
	GST/HST TPS/TVH	
	Total	
APPLICABLE ONLY TO PWGSC CONTRACTS: The Contract Authority signature is required when the total value of the DND 626 exceeds the threshold specified in the contract. NE S'APPLIQUE QU'ÀUX CONTRATS DE TPSGC : La signature de l'autorité contractante est requise lorsque la valeur totale du formulaire DND 626 est supérieure au seuil précisé dans le contrat.		
_____ for the Department of Public Works and Government Services pour le ministère des Travaux publics et services gouvernementaux		

**Instructions for completing
DND 626 - Task Authorization**

Contract no.
Enter the PWGSC contract number in full.

Task no.
Enter the sequential Task number.

Amendment no.
Enter the amendment number when the original Task is amended to change the scope or the value.

Increase/Decrease
Enter the increase or decrease total dollar amount including taxes.

Previous value
Enter the previous total dollar amount including taxes.

To
Name of the contractor.

Delivery location
Location where the work will be completed, if other than the contractor's location.

Delivery/Completion date
Completion date for the task.

for the Department of National Defence
Signature of the DND person who has delegated Authority for signing DND 626 (level of authority based on the dollar value of the task and the equivalent signing authority in the PAM 1.4). **Note:** the person signing in this block ensures that the work is within the scope of the contract, that sufficient funds remain in the contract to cover this task and that the task is affordable within the Project/Unit budget.

Services
Define the requirement briefly (attach the SOW) and identify the cost of the task using the contractor's quote on the level of effort. The Task must use the basis of payment stipulated in the contract. If there are several basis of payment then list here the one(s) that will apply to the task quote (e.g. milestone payments; per diem rates/labour category hourly rates; travel and living rates; firm price/ceiling price, etc.). All the terms and conditions of the contract apply to this Task Authorization and cannot be ignored or amended for this task. Therefore it is not necessary to restate these general contract terms and conditions on the DND 626 Task form.

Cost
The cost of the Task broken out into the individual costed items in Services.

GST/HST
The GST/HST cost as appropriate.

Total
The total cost of the task. The contractor may not exceed this amount without the approval of DND indicated on an amended DND 626. The amendment value may not exceed 50% (or the percentage for amendments established in the contract) of the original value of the task authorization. The total cost of a DND 626, including all amendments, may not exceed the funding limit identified in the contract.

Applicable only to PWGSC contracts
This block only applies to those Task Authorization contracts awarded by PWGSC. The contract will include a specified threshold for DND sole approval of the DND 626 and a percentage for DND to approve amendments to the original DND 626. Tasks that will exceed these thresholds must be passed to the PWGSC Contracting Authority for review and signature prior to authorizing the contractor to begin work.

Note:
Work on the task may not commence prior to the date this form is signed by the DA Authority - for tasks within the DND threshold; and by both DND and PWGSC for those tasks over the DND threshold.

**Instructions pour compléter le formulaire
DND 626 - Autorisation des tâches**

N° du contrat
Inscrivez le numéro du contrat de TPSGC en entier.

N° de la tâche
Inscrivez le numéro de tâche séquentiel.

N° de la modification
Inscrivez le numéro de modification lorsque la tâche originale est modifiée pour en changer la portée.

Augmentation/Réduction
Inscrivez le montant total de l'augmentation ou de la diminution, y compris les taxes.

Valeur précédente
Inscrivez le montant total précédent, y compris les taxes.

À
Nom de l'entrepreneur.

Expédiez à
Endroit où le travail sera effectué, si celui-ci diffère du lieu d'affaires de l'entrepreneur.

Date de livraison/d'achèvement
Date d'achèvement de la tâche.

pour le ministère de la Défense nationale
Signature du représentant du MDN auquel on a délégué le pouvoir d'approbation en ce qui a trait à la signature du formulaire DND 626 (niveau d'autorité basé sur la valeur de la tâche et le signataire autorisé équivalent mentionné dans le MAA 1.4). **Nota :** la personne qui signe cette attache de signature confirme que les travaux respectent la portée du contrat, que suffisamment de fonds sont prévus au contrat pour couvrir cette tâche et que le budget alloué à l'unité ou pour le projet le permet.

Services
Définissez brièvement le besoin (joignez l'ET) et établissez le coût de la tâche à l'aide de la soumission de l'entrepreneur selon le niveau de difficulté de celle-ci. Les modalités de paiement stipulées dans le contrat s'appliquent à la tâche. Si plusieurs d'entre elles sont prévues, énumérez ici celle/celles qui s'appliqueront à la soumission pour la tâche à accomplir (p.ex. acompte fondé sur les étapes franchies; taux quotidien ou taux horaire établi selon la catégorie de main-d'œuvre; frais de déplacement et de séjour; prix fixe ou prix plafond; etc.). Toutes les modalités du contrat s'appliquent à cette autorisation de tâche et ne peuvent être négligées ou modifiées quant à la tâche en question. Il n'est donc pas nécessaire de répéter ces modalités générales afférentes au contrat sur le formulaire DND 626.

Prix
Mentionnez le coût de la tâche en le répartissant selon les frais afférents à chaque item mentionné dans la rubrique Services.

TPS/TVH
Mentionnez le montant de la TPS/TVH, s'il y a lieu.

Total
Mentionnez le coût total de la tâche. L'entrepreneur ne peut dépasser ce montant sans l'approbation du MDN, formulaire DND 626 modifié à l'appui. Le coût de la modification ne peut pas être supérieur à 50 p. 100 du montant initial prévu dans l'autorisation de tâche (ou au pourcentage prévu dans le contrat pour les modifications). Le coût total spécifié dans le formulaire DND 626, y compris toutes les modifications, ne peut dépasser le plafond de financement mentionné dans le contrat.

Ne s'applique qu'aux contrats de TPSGC
Le présent paragraphe s'applique uniquement aux autorisations de tâche accordées par TPSGC. On inscrira dans le formulaire DND 626 un plafond précis qui ne pourra être approuvé que par le MDN et un pourcentage selon lequel le MDN pourra approuver des modifications au formulaire DND 626 original. Les tâches dont le coût dépasse ces plafonds doivent être soumises à l'autorité contractante de TPSGC pour examen et signature avant qu'on autorise l'entrepreneur à débiter les travaux.

Nota :
Les travaux ne peuvent commencer avant la date de signature de ce formulaire par le responsable du MDN, pour les tâches dont le coût est inférieur au plafond établi par le MDN, et par le MDN et TPSGC pour les tâches dont le coût dépasse le plafond établi par le MDN.

APPENDICE 1 À LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSION INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- Carte d'achat VISA ;
- Carte d'achat MasterCard ;
- Dépôt direct (national et international) ;
- Échange de données informatisées (EDI) ;
- Virement télégraphique (international seulement) ;
- Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25

APPENDICE 1 À LA PARTIE 4 EXIGENCES RELATIVES À LA PROPOSITION ET PLAN D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS POUR LA CHAMBRE POUR VICTIMES DE CONTAMINATION BIOLOGIQUE

1.0 GÉNÉRALITÉS

1.1 Objet

Le présent document décrit le processus d'évaluation des soumissions pour la chambre pour victimes de contamination biologique (CVCB).

2.0 EXIGENCES RELATIVES À LA PROPOSITION

2.1 Directives

Les soumissions seront évaluées selon les critères énoncés dans le présent document. Les exigences obligatoires sont indiquées par le verbe « devoir ». Pour être jugée conforme, la soumission doit respecter toutes les exigences obligatoires. Toutes les exigences cotées sont désignées au moyen du verbe « devoir » au conditionnel.

2.2 Documentation accompagnant les soumissions

Le soumissionnaire doit fournir la documentation suivante :

- a. une grille de conformité dûment remplie (Tableau 1);
- b. une preuve de conformité et des attestations écrites, conformément aux indications du Tableau 1.
Voici les types de preuves convenables utilisées dans la présente évaluation :
 - (a) Déclaration de conformité⁽¹⁾ : déclaration écrite fournie par le soumissionnaire et signée par un représentant autorisé de l'entreprise concernée, qui atteste que la proposition respecte toutes les exigences figurant dans la colonne « Exigence » du Tableau 1. Le Canada se réserve le droit de vérifier les déclarations de conformité fournies.
 - (b) Description de preuve⁽²⁾ : le soumissionnaire doit indiquer le rendement du système proposé et fournir une description de la manière dont le critère d'évaluation est respecté, en appuyant le tout à l'aide d'une preuve ayant la forme d'extraits pertinents tirés des spécifications du produit, de manuels, d'images, de saisies d'écrans, de dérivations ou de calculs mathématiques, de sorties de données d'échantillons, de certificats, de rapports d'essai ou d'autres documents justificatifs. Ceux-ci seront accompagnés d'une explication attestant de la conformité absolue avec le critère d'évaluation.

3.0 EXIGENCES OBLIGATOIRES

Tableau 1: Grille de conformité aux exigences obligatoires de la CVCB

N°	Renvoi à l'appendice 1 de l'annexe B	Exigence	Preuve de conformité requise	Renvoi à la soumission
			DC – Déclaration de conformité DP – Description de	

			la preuve	
O1	2.1 a.	La CVCB, en configuration opérationnelle, doit avoir une masse de 35 kg ou moins.	DP – Brochure, fiche technique ou énoncé décrivant la masse du système	
O2	2.1 c.	<p>La CVCB doit respecter les contraintes suivantes liées aux dimensions :</p> <p>(6) Elle doit pouvoir, en configuration opérationnelle, contenir un patient allongé sur le dos d'une longueur de 1 947 mm (correspondant à la stature d'un homme faisant partie du 95^e percentile des Forces armées canadiennes [FAC].</p> <p>(7) La longueur hors-tout extérieure maximale de la chambre, en configuration opérationnelle, ne doit pas dépasser 2 300 mm.</p> <p>(8) Elle doit pouvoir, en configuration opérationnelle, contenir un patient allongé sur le dos d'une largeur de 576 mm (correspondant à la largeur biacromiale d'un homme faisant partie du 95^e percentile des Forces armées canadiennes [FAC].</p> <p>(9) La largeur hors-tout extérieure maximale de la chambre ne doit pas dépasser 750 mm.</p>	DP – Brochure, fiche technique ou énoncé décrivant la conformité à chacune des quatre contraintes liées aux dimensions	
O3	2.1 f.	La CVCB doit pouvoir être fixée à la civière Talon II de North American Rescue sans nécessiter de quincaillerie supplémentaire.	DC	
O4	2.1 m.	La CVCB doit être faite de matériaux durables de manière à résister à la manutention robuste dans des conditions rudimentaires sans compromettre sa protection.	DP – Brochure, fiche technique ou énoncé décrivant les matériaux utilisés et leur conformité	
O5	2.2 a. (2)	La CVCB doit effectuer au moins 12 renouvellements d'air par heure.	DP – Documentation vérifiant les essais ou les autres moyens	

			pour atteindre le rendement déterminé	
O6	2.2 a. (5)	Le système de filtration des menaces biologiques de la CVCB doit filtrer l'air évacué de cette dernière au moyen de filtres qui, sans réduire le débit du système, répondent à la norme HEPA conformément à la norme ASME AG-1a-2004, « Addenda to ASME AG-1-2003 Code on Nuclear Air and Gas Treatment », 2004, de la American Society of Mechanical Engineers, ou à une norme équivalente ou plus stricte proposée par le soumissionnaire et acceptée par le RT.	DP – Documentation vérifiant les essais ou les autres moyens pour atteindre le rendement déterminé	
O7	2.2 b. (1)	La CVCB doit compter au moins quatre (4) ronds de gant ambidextres sur chaque côté, soit deux (2) permettant d'accéder à la poitrine et deux (2) permettant d'accéder aux extrémités inférieures.	DP – Brochure, fiche technique ou énoncé décrivant les ronds de gant et leur conformité	
O8	2.2 b. (5)	La CVCB doit comporter au moins une (1) ouverture utilitaire séparée (des ronds de gant) pour échanger les fournitures médicales ou les conduites.	DP – Brochure, fiche technique ou énoncé décrivant les ouvertures utilitaires et leur conformité	
O9	2.2 b. (7)	Les orifices utilitaires doivent permettre de passer des fournitures dans la CVCB sans briser l'isolation.	DP – Brochure, fiche technique ou énoncé décrivant les ouvertures utilitaires et leur conformité	
O10	2.2.1 a.	La CVCB doit fonctionner sur une alimentation nord-américaine standard de 120 Vca à 60 Hz.	DP – Brochure, fiche technique ou énoncé décrivant l'alimentation et sa conformité	
O11	2.2.1 d.	Elle doit fonctionner sur une ou des batteries rechargeables internes.	DP – Brochure, fiche technique ou énoncé décrivant le système de batteries rechargeables et sa conformité	
O12	2.2.1 e.	La CVCB doit être alimentée pendant au moins quatre heures, à 20 °C, à partir d'une ou de plusieurs batteries rechargeables internes, sur une seule charge (c.-à-d., sans qu'il soit	DP – Documentation vérifiant les essais ou les autres moyens	

		nécessaire de recharger ou de changer les batteries).	pour atteindre le rendement déterminé	
O13	2.2.2 c.	La CVCB doit être accompagnée d'un certificat de navigabilité valide, ou d'une exemption, délivré par Transport Canada ou un organisme similaire, pour utilisation à bord d'un aéronef commercial ou militaire lorsqu'elle fonctionne sur une alimentation de 120 VCa à 60 Hz ou des batteries internes.	DP – Copie du document à fournir	

4.0 EXIGENCES COTÉES

Tableau 2 : Grille de conformité aux exigences cotées de la CVCB

N°	Renvoi à l'appendice 1 de l'annexe B	Exigence	Points (maximum possible de 100 points)	Preuve de conformité requise DC – Déclaration de conformité DP – Description de la preuve	Renvoi à la soumission
C1	2.1 b.	La CVCB, en configuration opérationnelle, doit avoir une masse de 15 kg ou moins.	5 points si \leq 15 kg; 3 points si \leq 20 kg et $>$ 15 kg; 1 point si \leq 30 kg et $>$ 20 kg; 0 point si $>$ 30 kg.	DP – Brochure, fiche technique ou énoncé décrivant la masse du système.	
C2	2.1 l.	La base de la CVCB devrait permettre le confinement de 20 litres de déchets liquides sans fuir, pendant que le patient est complètement allongé sur le dos et que la chambre est complètement ouverte.	5 points si cette exigence est respectée; 0 point si cette exigence n'est pas respectée.	DP – Brochure, fiche technique ou énoncé décrivant la capacité de confinement de déchets liquides du système	
C3	2.2 a. (3)	La CVCB devrait effectuer jusqu'à 50 renouvellements d'air par heure.	20 points si \geq 50; 15 points si \geq 40 et $<$ 50;	DP – Documentation vérifiant les essais ou les autres moyens pour atteindre	

			10 points si ≥ 30 et < 40 ; 5 points si ≥ 20 et < 30 ; 0 point si < 20	le rendement déterminé	
C4	2.2 a. (6)	La durée de vie utile des filtres des menaces biologiques de la CVCB devrait être d'au moins huit (8) heures à 20 °C sans qu'il soit nécessaire de remplacer les éléments filtrants.	15 points si cette exigence est respectée; 0 point si cette exigence n'est pas respectée.	DP – Documentation vérifiant les essais ou les autres moyens pour atteindre le rendement déterminé	
C5	2.2 b. (2)	La CVCB devrait compter, à l'extrémité où se trouve la tête, au moins deux (2) ronds de gant ambidextres.	10 points si cette exigence est respectée; 0 point si cette exigence n'est pas respectée.	DP – Brochure, fiche technique ou énoncé décrivant les ronds de gant et leur conformité	
C6	2.2 b. (6)	La CVCB devrait compter trois (3) ouvertures utilitaires séparées (des ronds de gant), soit une au niveau de la tête, une au niveau du milieu du torse et une au niveau des pieds de la victime.	15 points si une ouverture est prévue aux trois emplacements; 5 points si une ouverture est prévue aux deux emplacements; 0 point si une ouverture est prévue à un seul emplacement.	DP – Brochure, fiche technique ou énoncé décrivant les ouvertures utilitaires et leur conformité	
C7	2.2 b. (8)	La CVCB devrait être dotée de compartiments de rangement sur le long à l'intérieur, accessibles par l'entremise des ronds de gant, pour permettre de positionner à l'avance les fournitures de traitement.	5 points si cette exigence est respectée; 0 point si cette exigence n'est pas respectée.	DP – Brochure, fiche technique ou énoncé décrivant la disposition des compartiments de rangement et leur conformité	
C8	2.2.1 b.	La CVCB devrait fonctionner sur une alimentation entre 100 et 240 Vca à 50/60 Hz.	10 points si cette exigence est respectée; 0 point si cette exigence n'est pas respectée.	DP – Brochure, fiche technique ou énoncé décrivant l'alimentation et sa conformité	

C9	2.2.1 c.	La CVCB devrait fonctionner sur une alimentation standard pour voitures de 12 Vcc.	10 points si cette exigence est respectée; 0 point si cette exigence n'est pas respectée.	DP – Brochure, fiche technique ou énoncé décrivant l'alimentation et sa conformité	
C10	2.2.1 f.	La CVCB devrait être alimentée pendant au moins huit (8) heures, à 20 °C, par la ou les batteries rechargeables internes, sur une seule charge (c.-à-d. sans qu'il soit nécessaire de recharger ou de changer les batteries).	5 points si cette exigence est respectée; 0 point si cette exigence n'est pas respectée.	DP – Brochure, fiche technique ou énoncé décrivant le système de batteries rechargeables et sa conformité	

APPENDICE 1 À LA PARTIE 5 - PROGRAMME D'ENTREPRENEURS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI - ATTESTATION

Je, le soumissionnaire, en soumettant les présentes informations à l'autorité contractante, certifie que les informations fournies sont vraies à la date indiquée ci-dessous. Les certifications fournies au Canada sont sujettes à vérification en tout temps. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou déclarera un entrepreneur en défaut, si une attestation est jugée fautive, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la période du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. Le défaut de se conformer à toute demande ou exigence imposée par le Canada peut rendre la soumission non recevable ou constituer un défaut en vertu du contrat.

Pour de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC)-Travail.

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) (Si elle n'est pas renseignée, la date sera réputée être la date de clôture de la demande de soumissions.)

Complétez A et B.

A. Cochez une seule des cases suivantes :

- A1. Le soumissionnaire atteste n'avoir aucune main-d'œuvre au Canada.
- A2. Le soumissionnaire atteste être un employeur du secteur public.
- A3. Le soumissionnaire atteste être un employeur sous réglementation fédérale assujéti à la Loi sur l'équité en matière d'emploi.
- A4. Le soumissionnaire atteste avoir un effectif combiné au Canada de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel.

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné au Canada de 100 employés ou plus; et

- A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a déjà une entente valide et actuelle pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (AIEE) en place avec EDSC-Travail.

OU ALORS

A5.2. Le soumissionnaire atteste avoir soumis l'Entente pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) à EDSC-Travail. Étant donné qu'il s'agit d'une condition d'attribution du contrat, veuillez remplir le formulaire Entente pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), le signer dûment et le transmettre à EDSC-Travail.

B. Cochez une seule des cases suivantes :

- B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU ALORS

B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie. (Reportez-vous à la section Coentreprise des Instructions standard)

Signature du représentant autorisé de l'entrepreneur

Date

APPENDICE 2 À LA PARTIE 5 - ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

L'entrepreneur doit fournir les attestations requises et les renseignements supplémentaires pour obtenir un contrat.

Les attestations fournies par l'entrepreneur au Canada sont sujettes à vérification par le Canada en tout temps. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera un entrepreneur en défaut si une attestation faite par l'entrepreneur est jugée fautive, qu'elle soit faite sciemment ou inconsciemment, pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des informations supplémentaires pour vérifier les attestations de l'entrepreneur. Le défaut de se conformer et de coopérer avec toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante constituera un manquement aux termes du contrat.

L'entrepreneur doit soumettre les attestations suivantes dûment remplies dans le cadre du contrat.

1. Dispositions relatives à l'intégrité

1.1 Déclaration d'infractions condamnées

Conformément à la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'entrepreneur doit fournir la documentation requise, le cas échéant.

1.2 Liste complète des noms des membres du conseil d'administration

Conformément à la Politique d'inadmissibilité et de suspension (voir l'article 17 à <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>) et les Conditions générales (CCUA 2010A, article 29), l'entrepreneur doit fournir une liste des noms de son conseil d'administration (voir le formulaire 1), qui sera utilisée pour vérifier la conformité aux dispositions relatives à l'intégrité.

2. Conformité du produit

L'entrepreneur atteste que tous les biens proposés sont conformes et continueront de se conformer, pendant toute la durée du contrat, aux exigences décrites à l'annexe A.

Signature du représentant autorisé de l'entrepreneur

Date

APPENDICE 3 À LA PARTIE 5 CERTIFICATION DES EXIGENCES EN MATIÈRE DE VACCINATION CONTRE LA COVID-19

Je, _____ (prénom et nom), en tant que représentant de
_____ (nom de l'entreprise) conformément à
_____ (insérer le numéro de sollicitation), garantis et certifie que
tout le personnel que _____ (nom de l'entreprise) fournira dans le
cadre du contrat résultant qui accèdera les lieux de travail du gouvernement fédéral où ils pourraient
entrer en contact avec des fonctionnaires seront :

- (a) entièrement vaccinés contre la COVID-19 avec un ou des vaccins contre la COVID-19 approuvés par Santé Canada ; ou
 - (b) pour le personnel qui ne peut être vacciné en raison d'une contre-indication médicale certifiée, la religion ou d'autres motifs de discrimination interdits en vertu de la Loi canadienne sur les droits de la personne, sous réserve aux mesures d'accommodement et d'atténuation qui ont été présentées et approuvées par Canada;
- jusqu'à ce que le Canada indique que les exigences de vaccination de la politique de vaccination contre la COVID-19 pour le personnel du fournisseur ne sont plus en vigueur.

Je certifie que tout le personnel fourni par _____ (nom de l'entreprise) a été informé des exigences de vaccination de la Politique de vaccination COVID-19 du gouvernement du Canada pour le personnel des fournisseurs, et que _____ (nom de l'entreprise) a certifié qu'il se conforme à cette exigence.

Je certifie que les informations fournies sont vraies à la date indiquée ci-dessous et continueront d'être vraies pendant toute la durée du contrat. Je comprends que les attestations fournies au Canada sont sujettes à vérification en tout temps. Je comprends également que le Canada déclarera un entrepreneur en défaut si une attestation s'avère fausse, qu'elle ait été faite sciemment ou non, pendant la durée de la soumission ou du contrat. Le Canada se réserve le droit de demander des informations supplémentaires pour vérifier les certifications. Le non-respect de toute demande ou exigence imposée par le Canada constituera un manquement aux termes du contrat.

Signature: _____

Date: _____

Optionnel

À des fins de données uniquement, paraphez ci-dessous si votre entreprise a déjà mis en place sa propre politique de vaccination obligatoire ou ses propres exigences pour les employés. Les initiales ci-dessous ne remplacent pas la certification obligatoire ci-dessus.

Initiales : _____

Les informations que vous fournissez sur ce formulaire de certification et conformément à la politique de vaccination COVID-19 du gouvernement du Canada pour le personnel des fournisseurs seront protégées, utilisées, stockées et divulguées conformément à la Loi sur la protection des renseignements personnels. Veuillez noter que vous avez le droit d'accéder à toute information contenue dans votre dossier et de la corriger, et vous avez le droit de déposer une plainte auprès du Commissariat à la protection de la vie privée concernant le traitement de vos renseignements personnels. Ces droits s'appliquent également à toutes les personnes qui sont considérées comme du personnel aux fins du contrat et qui doivent avoir accès aux lieux de travail du gouvernement fédéral où elles peuvent entrer en contact avec des fonctionnaires.